

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1542

11 août 2006

SOMMAIRE

Achelia Luxembourg S.A., Luxembourg	74013	Figinvest S.A., Luxembourg	73977
Allianz Pimco Latin Bond Fund, Sicav, Senningerberg	74010	Forcema S.A., Luxembourg	74014
Arlington Fund of Funds Management Company, S.à r.l., Luxembourg	73998	German Retail Investment Property Fund	73983
ASI Global S.A.H., Luxembourg	74015	Hardwick Properties, S.à r.l., Luxembourg	73980
AXA Alternative Financing FCP	74012	Hipermark Holding S.A., Luxembourg	73977
Barala S.A., Luxembourg	74011	Internacional de Desarrollos Portuarios (I.D.P.), S.à r.l., Luxembourg	73979
Cadijn, S.à r.l., Mamer	74005	International Vendors S.A., Luxembourg	73973
Centre de Formation pour Conducteurs S.A., Colmar-Berg	74012	Land's End S.A.H., Luxembourg	74014
Citop Investissements S.A., Luxembourg	73976	Lentitia S.A., Senningerberg	73972
Copernicus Finance Buffer, S.à r.l., Luxembourg ..	73970	Menzies Afrique S.A., Luxembourg	73975
Cruchterhombusch S.A., Luxembourg	74010	Menzies Afrique S.A., Luxembourg	73975
Diplomatic Card S&B S.A., Luxembourg	73981	Modern Processing S.A., Dudelange	73977
Dresdner Euro Money Management, Sicav, Luxembourg	74010	MTA International S.A., Luxembourg	73978
Dresdner Portfolio Management, Sicav, Luxembourg	74009	Progosa Shipping Investment S.A., Luxembourg ..	73976
dit-FinanzPlan 2015	74010	Providence Luxembourg, S.à r.l., Luxembourg ..	73997
dit-FinanzPlan 2020	74009	SF (Lux) Sicav 1, Luxembourg	74015
dit-FinanzPlan 2025	74009	SF (Lux) Sicav 2, Luxembourg	74016
dit-FinanzPlan 2030	74009	Siagep S.A., Luxembourg	73979
dit-FinanzPlan 2035	74012	Snow Invest S.A., Luxembourg	73980
dit-FinanzPlan 2040	74011	Snow Invest S.A., Luxembourg	73981
dit-FinanzPlan 2045	74011	SOPRILUX, Société Financière Privée Luxembourgeoise S.A.H., Luxembourg	73974
dit-FinanzPlan 2050	74010	SOPRILUX, Société Financière Privée Luxembourgeoise S.A.H., Luxembourg	73975
EEl Investments, S.à r.l., Luxembourg	73973	South Pole Holding S.A., Luxembourg	74014
Encore Plus Properties I, S.à r.l., Luxembourg ...	74012	Sterling Sub Holdings S.A., Luxembourg	73974
Encore Plus Properties II, S.à r.l., Luxembourg ...	74011	Stratus Technologies Group S.A., Luxembourg ..	74013
Equium S.A., Luxembourg	73977	Tradecom International Holding S.A., Luxembourg	74009
Erinen S.A., Luxembourg	73979	Tyrone Properties S.A., Luxembourg	73997
Euroclear Finance S.A., Luxembourg	73979	UBS (Lux) Strategy Sicav, Luxembourg	74016
European Corporate Research Agency (ECRA) S.A., Luxembourg	73975	Vodimport S.A., Strassen	73970
Figinvest S.A., Luxembourg	73976	WiniaMando Holdings, S.à r.l., Luxembourg	73971
		Xaro S.A.H., Luxembourg	74013
		Zanetti S.A.H., Luxembourg	74014

COPERNICUS FINANCE BUFFER, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,-.**Siège social: L-2449 Luxembourg, 47, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 112.550.

Nous vous prions de bien vouloir actualiser vos fichiers en modifiant l'adresse du siège social des Associés, comme suit:

Siège social de la personne morale:

COPERNICUS EQUITY EMP BUFFER, S.à r.l.,
47, boulevard Royal,
L-2449 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 juin 2006.

COPERNICUS FINANCE BUFFER, S.à r.l.

ProServices MANAGEMENT, S.à r.l.

Gérant

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 13 juin 2006, réf. LSO-BR03451. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(055757.03/1084/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2006.

VODIMPORT S.A., Société Anonyme.Siège social: L-8010 Strassen, 270, route d'Arlon.
R. C. Luxembourg B 76.907.

L'an deux mille six, le treize mars.

Par-devant Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme VODIMPORT S.A., ayant son siège social à L-1319 Luxembourg, 147, rue Cents, inscrite au Registre de Commerce de et à Luxembourg sous la section B et le numéro 76.907, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 5 juillet 2000, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations du 27 novembre 2000, numéro 864.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Sophie Mathot, employée privée, demeurant professionnellement à Senningerberg.

Le président désigne comme secrétaire Mademoiselle Chantal Fondeur, employée privée, demeurant professionnellement à Senningerberg.

L'assemblée appelle aux fonctions de scrutateur Monsieur Jeannot Mousel, employé privé, demeurant à Belvaux.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée et contrôlée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Resteront, le cas échéant, annexées au présent acte, avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant d'actionnaires représentés à la présente assemblée, paraphées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

Le président expose et l'assemblée constate:

A.) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

- 1.- Transfert du siège social à Strassen;
- 2.- Modification de l'article 2 (alinéa 1^{er}) des statuts;
- 3.- Démission de deux administrateurs;
- 4.- Nomination de deux nouveaux administrateurs;
- 5.- Démission du commissaire aux comptes;
- 6.- Nomination d'un nouveau commissaire aux comptes;
- 7.- Divers.

B.) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C.) L'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social de L-1319 Luxembourg, 147, rue Cents à L-8010 Strassen, 270, route d'Arlon.

Deuxième résolution

Suite à la résolution qui précède, l'assemblée décide de modifier le deuxième et le troisième alinéa de l'article 1 des statuts comme suit:

«**Art. 1^{er}. (alinéas 2 et 3).** Le siège social est établi dans la commune de Strassen.

Il peut être transféré dans tout autre endroit de la commune du siège social par une décision du conseil d'administration.»

Troisième résolution

L'assemblée décide la révocation de Monsieur Robert Oddi et de la société L.F.S. TRUST LIMITED en leurs qualités d'administrateur. Pleine et entière décharge leur est accordée pour l'exercice de leur mandat.

Quatrième résolution

L'assemblée décide de nommer comme nouveaux administrateurs:

- INTERNATIONAL ALLIED SERVICES S.A., avec siège social à L-9544 Wiltz, 2, rue Hannelanst, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 107.117,

- BRITANICA ASSET MANAGEMENT S.A., avec siège social à L-9544 Wiltz, 2, rue Hannelanst, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 107.480.

Leurs mandats prendront fin lors de l'assemblée générale annuelle de 2011.

Cinquième résolution

L'assemblée décide la révocation de FIDOM, S.à r.l. en sa qualité de commissaire aux comptes. Pleine et entière décharge lui est accordée pour l'exercice de son mandat.

Sixième résolution

L'assemblée décide de nommer comme nouveau commissaire aux comptes: Monsieur Jeannot Mousel, employé privé, né le 30 décembre 1954 à Esch-sur-Alzette, demeurant professionnellement à L-8010 Strassen, 270, route d'Arlon.

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle de 2011.

L'ordre du jour étant épuisé, le président prononce la clôture de l'assemblée.

Déclaration

Les actionnaires de la société représentés comme dit ci-avant entendent donner effet rétroactif aux résolutions du présent acte relatives au transfert du siège social au premier janvier 2004.

Frais

Les frais, dépenses et rémunérations quelconques, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, s'élèvent approximativement à la somme de mille euros (1.000,- EUR):

Dont acte, fait et passé à Senningerberg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée de tout ce qui précède à l'assemblée et aux membres du bureau, tous connus du notaire instrumentaire par leur nom, prénom, état et demeure, ces derniers ont signé avec Nous, Notaire, le présent acte.

Signé: S. Mathot, C. Fondev, J. Mousel, P. Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, le 20 mars 2006, vol. 27CS, fol. 92, case 1. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée à la société aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 22 mars 2006

P. Bettingen.

(056310.3/202/82) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2006.

WiniaMando HOLDINGS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 233.550.

Siège social: L-2613 Luxembourg, 5, place du Théâtre.

R. C. Luxembourg B 107.090.

EXTRAIT

Il résulte de décisions des Associés de la Société prises à Luxembourg en assemblée générale en date 26 mai 2006 que: Monsieur George Ledingham Rachman, expert comptable, né le 4 avril 1958, à Glasgow, Royaume-Uni, demeurant au 5th Floor, 111 Strand, London WC2R OAG, Royaume-Uni, est nommé en tant que gérant de la Société pour une durée illimitée, en remplacement de Monsieur Roy Kuan, cette nomination prenant effet le 26 mai 2006.

Pour extrait conforme, délivré aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

E. Brero

Gérante

Enregistré à Luxembourg, le 15 juin 2006, réf. LSO-BR04204. – Reçu 89 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(055820.03//18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2006.

LENTITIA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1638 Senningerberg, 78, rue du Golf.
R. C. Luxembourg B 96.537.

L'an deux mille six, le vingt-quatre mars.

Par-devant Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

S'est réunie une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme LENTITIA S.A., ayant son siège social à L-1660 Luxembourg, 30, Grand-rue, (R.C.S. Luxembourg section B numéro 96.537),

constituée suivant acte reçu par Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, en date du 22 octobre 2003, publié au Mémorial C numéro 1265 du 28 novembre 2003,

modifié suivant acte reçu par le prédit notaire Maître Jean Seckler, en date du 27 décembre 2005, non encore publié au Mémorial C.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Anne-Marie Pratiffi, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

La Présidente désigne comme secrétaire Madame Sylvia Hennericy, employée privée, demeurant professionnellement à Senningerberg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur François Georges, Expert-comptable, demeurant professionnellement à L-1660 Luxembourg, 30, Grand-rue.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée et contrôlée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Resteront, le cas échéant, annexées au présent acte, avec lesquelles seront enregistrées, les procurations émanant d'actionnaires représentés à la présente assemblée, paraphées et variétés par les comparants et le notaire instrumentant.

La Présidente et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1.- Transfert du siège social de L-1660 Luxembourg, 30, Grand-rue, à L-1638 Senningerberg, 78, rue du Golf.

2.- Modification subséquente de l'article 2, alinéa 1^{er} des statuts, qui aura dorénavant la teneur suivante:

«Le siège social de la société est établi dans la commune de Niederanven.»

Insertion d'un nouvel alinéa à la suite de l'alinéa 1^{er} des statuts, qui aura la teneur suivante:

«Il pourra être transféré dans tout autre lieu de la commune du siège social par simple décision du conseil d'administration.»

3.- Changement de la date de l'assemblée générale annuelle.

4.- Modification subséquente de l'article 10, alinéa 1^{er} des statuts, qui aura dorénavant la teneur suivante:

«L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le dernier mercredi du mois de juin à 10.30 heures au siège social ou à tout autre endroit de la commune du siège social à désigner par les convocations.»

5.- Démission d'un administrateur et nomination d'un nouvel administrateur.

6.- Divers.

B) Que les actionnaires ont été dûment convoqués par lettres recommandées en date du 8 mars 2006.

C) Qu'il résulte de ladite liste de présence que sur les 625 (six cent vingt-cinq) actions représentant l'intégralité du capital social, 624 (six cent vingt-quatre) actions sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire soit plus de la moitié du capital requis par la loi.

D) Qu'il en résulte que la présente assemblée peut délibérer et décider valablement sur les différents points portés à l'ordre du jour lui soumis.

Sur ce, l'assemblée a constaté qu'elle était régulièrement constituée et, après avoir approuvé l'exposé de Madame la présidente, a abordé l'ordre du jour et, après délibération, a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social de la société de L-1660 Luxembourg, 30, Grand-rue, à L-1638 Senningerberg, 78, rue du Golf.

Deuxième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec la résolution qui précède, l'assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article deux des statuts, qui aura dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 2. (alinéa 1^{er}).** Le siège social de la société est établi dans la commune de Niederanven.»

L'assemblée décide également d'insérer un nouvel alinéa à la suite de l'alinéa 1^{er} des statuts, qui aura la teneur suivante:

Art. 2. (alinéa 2). «Il pourra être transféré dans tout autre lieu de la commune du siège social par simple décision du conseil d'administration.»

Troisième résolution

L'assemblée décide de modifier la date de l'assemblée générale annuelle pour la fixer au dernier mercredi du mois de juin à 10.30 heures.

Quatrième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec la résolution qui précède, l'assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article dix des statuts, qui aura dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 10. (alinéa 1^{er}).** L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le dernier mercredi du mois de juin à 10.30 heures au siège social ou à tout autre endroit de la commune du siège social à désigner par les convocations.»

Cinquième résolution

L'assemblée décide d'accepter la démission de Monsieur Martin Stoeck comme administrateur de la société et de nommer Monsieur François Georges, Expert-Comptable, né le 20 mars 1967 à Luxembourg, demeurant professionnellement à L-1660 Luxembourg, 30, Grand-rue, comme administrateur de la société, en remplacement de l'administrateur démissionnaire. Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2009.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de neuf cents euros (900,- EUR).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Senningerberg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont tous signé avec Nous, Notaire, le présent acte.

Signé: A.-M. Pratiffi, S. Hennericy, F. Georges, P. Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, le 4 mars 2006, vol. 152S, fol. 98, case 1. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée à la société aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 12 avril 2006.

P. Bettingen.

(056306.3/202/86) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2006.

EI INVESTMENTS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 47, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 108.480.

Nous vous prions de bien vouloir actualiser vos fichiers en modifiant l'adresse du siège social de la personne morale, comme suit:

Siège social de la personne morale:

PARLAY FINANCE COMPANY S.A.,

47, boulevard Royal,

L-2449 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 juin 2006.

EI INVESTMENTS, S.à r.l.

UTILITY CORPORATE SERVICES, S.à r.l.

Gérant

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 13 juin 2006, réf. LSO-BR03448. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(055760.03/1084/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2006.

INTERNATIONAL VENDORS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R. C. Luxembourg B 63.296.

Le bilan au 30 juin 2005, enregistré à Luxembourg, le 13 juin 2006, réf. LSO-BR03244, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour INTERNATIONAL VENDORS S.A.

SERVICES GENERAUX DE GESTION S.A.

Agent Domiciliataire

Signatures

(055881.03/795/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2006.

73974

STERLING SUB HOLDINGS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2613 Luxembourg, 5, place du Théâtre.
R. C. Luxembourg B 104.772.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises lors de la réunion du conseil d'administration tenue en date du 21 décembre 2005 que:

- Mme Emanuela Brero, employée privée, née le 25 mai 1970 à Bra (Italie), demeurant professionnellement au 5, place du Théâtre, L-2613 Luxembourg, a été nommée administrateur de la société en remplacement de la société THEATRE DIRECTORSHIP SERVICES ALPHA, S.à r.l., administrateur démissionnaire.

Cette cooptation sera soumise à ratification lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Pour extrait conforme, délivré aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 mai 2006.

Pour la société

Signature

Un administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 15 juin 2006, réf. LSO-BR04171. – Reçu 89 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(055805.03//20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2006.

SOPRILUX, SOCIETE FINANCIERE PRIVEE LUXEMBOURGEOISE, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.
R. C. Luxembourg B 4.440.

—
L'an deux mille six, le onze mai.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Mersch.

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme holding SOCIETE FINANCIERE PRIVEE LUXEMBOURGEOISE, en abrégé SOPRILUX, avec siège social à Luxembourg, constituée suivant acte notarié en date du 2 mai 1949, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 53 du 28 juin 1949. Les statuts en ont été modifiés en dernier lieu suivant acte notarié, en date du 29 octobre 2004, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 86 du 31 janvier 2005.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Jacques Reckinger, maître en droit, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Claudine Haag, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Madame Michèle Helminger, juriste, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le Président déclare et prie le notaire d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le Président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentaire.

Ladite liste de présence ainsi que, le cas échéant, les procurations des actionnaires représentés resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Qu'il appert de cette liste de présence que toutes les actions, représentant l'intégralité du capital souscrit, sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Augmentation du capital social à concurrence de EUR 3.900.000,- (trois millions neuf cent mille euros) pour le porter de son montant actuel de EUR 2.500.000,- (deux millions cinq cent mille euros) à EUR 6.400.000,- (six millions quatre cent mille euros), sans émission d'actions nouvelles, par incorporation au capital d'une somme de EUR 3.900.000,- (trois millions neuf cent mille euros) à prélever sur le poste «autres réserves libres» de la Société.

2. Modification afférente de l'article 4 des statuts.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a pris à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de EUR 3.900.000,- (trois millions neuf cent mille euros) pour le porter de son montant actuel de EUR 2.500.000,- (deux millions cinq cent mille euros) à EUR 6.400.000,- (six millions quatre cent mille euros), sans émission d'actions nouvelles et sans apports nouveaux, par incorporation au capital d'une somme de EUR 3.900.000,- (trois millions neuf cent mille euros) à prélever sur le poste «autres réserves libres» de la Société.

Il est justifié au notaire soussigné de l'existence de telles réserves libres par un bilan de la Société arrêté au 31 mars 2006 ainsi que par une attestation du Conseil d'Administration que les réserves n'ont pas diminué depuis lors. Ces documents resteront annexés aux présentes.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de modifier l'article 4 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 4.** Le capital souscrit est fixé à EUR 6.400.000,- (six millions quatre cent mille euros) représenté par deux cents (200) actions sans désignation de valeur nominale.»

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à la somme de EUR 3.500,-.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, les comparants ont tous signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: J. Reckinger, C. Haag, M. Helming, H. Hellinckx.

Enregistré à Mersch, le 18 mai 2006, vol. 436, fol. 79, case 5. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): A. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 24 mai 2006.

H. Hellinckx.

(058028.3/242/60) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juin 2006.

SOPRILUX, SOCIETE FINANCIERE PRIVEE LUXEMBOURGEOISE, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R. C. Luxembourg B 4.440.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juin 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 13 juin 2006.

H. Hellinckx.

(058030.3/242/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juin 2006.

EUROPEAN CORPORATE RESEARCH AGENCY (ECRA) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 8, boulevard de la Foire.

R. C. Luxembourg B 93.617.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 13 juin 2006, réf. LSO-BR03428, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(055835.03//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2006.

MENZIES AFRIQUE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 8, boulevard de la Foire.

R. C. Luxembourg B 96.151.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 13 juin 2006, réf. LSO-BR03400, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

(055870.03//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2006.

MENZIES AFRIQUE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 8, boulevard de la Foire.

R. C. Luxembourg B 96.151.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 13 juin 2006, réf. LSO-BR03360, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

(055872.03//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2006.

CITOP INVESTISSEMENTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2730 Luxembourg, 67, rue Michel Welter.
R. C. Luxembourg B 90.495.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 13 juin 2006, réf. LSO-BR03425, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(055839.04//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2006.

PROGOSA SHIPPING INVESTMENT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2730 Luxembourg, 67, rue Michel Welter.
R. C. Luxembourg B 101.621.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 13 juin 2006, réf. LSO-BR03421, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(055843.03//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2006.

FIGINVEST S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 52.175.

L'an deux mille six, le onze mai.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Mersch.

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme FIGINVEST S.A., avec siège social à Luxembourg, constituée suivant acte notarié en date du 22 août 1995, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 573 du 10 novembre 1995. Les statuts en ont été modifiés en dernier lieu suivant acte notarié, en date du 26 février 1999, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 446 du 14 juin 1999.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Corina Faber, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Isabelle Simon, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Michel di Benedetto, employé privé, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le Président déclare et prie le notaire d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le Président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentaire.

Ladite liste de présence ainsi que, le cas échéant, les procurations des actionnaires représentés resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Qu'il appert de cette liste de présence que toutes les actions, représentant l'intégralité du capital souscrit, sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Fixation de la date de l'assemblée générale annuelle au 4^e lundi du mois de mai à 10.00 heures.

2. Modification de l'article 11 des statuts.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a pris à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide de fixer la date de l'assemblée générale annuelle au quatrième lundi du mois de mai à 10.00 heures et pour la première fois en l'an deux mille six.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution qui précède, l'article onze des statuts est modifié comme suit:

«**Art. 11.** L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit au siège social ou à tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg indiqué dans l'avis de convocation, le quatrième lundi du mois de mai à 10.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable suivant.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, les comparants ont tous signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: C. Faber, I. Simon, M. di Benedetto, H. Hellinckx.
Enregistré à Mersch, le 17 mai 2006, vol. 436, fol. 76, case 10. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): A. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 19 mai 2006.

H. Hellinckx.

(057097.2/242/49) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2006.

FIGINVEST S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R. C. Luxembourg B 52.175.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 22 mai 2006.

H. Hellinckx.

(057099.3/242/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2006.

EQUIUM S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 8, boulevard de la Foire.

R. C. Luxembourg B 99.890.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 13 juin 2006, réf. LSO-BR03416, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(055847.03//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2006.

HIPERMARK HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R. C. Luxembourg B 13.468.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 12 juin 2006, réf. LSO-BR02888, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour HIPERMARK HOLDING S.A.

SERVICES GENERAUX DE GESTION S.A.

Signatures

(055848.03/795/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2006.

MODERN PROCESSING S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-3512 Dudelange, 200, rue de la Libération.

R. C. Luxembourg B 98.796.

At the Annual General Meeting of shareholders held at the registered office of the Company on May 22nd, 2006, it has been resolved the following:

1. To re-elect Messrs Pierre Arens, Mikael Holmberg and Ms Sandra Minnen as directors of the board until the next annual general meeting.

2. To re-elect PricewaterhouseCoopers, S.à r.l. as external auditors of the company, until the next annual general meeting.

M. Holmberg / N. Gloesener / G. Wecker.

Lors de l'Assemblée Générale des actionnaires tenue le 22 mai 2006, il a été résolu ce qui suit:

1. De réélire MM. Pierre Arens, Mikael Holmberg et Mlle Sandra Minnen comme administrateurs du Conseil d'Administration jusqu'à la prochaine assemblée générale.

2. De réélire PricewaterhouseCoopers, S.à r.l. comme réviseurs de la société, jusqu'à la prochaine assemblée générale.

M. Holmberg / N. Gloesener / G. Wecker.

Enregistré à Luxembourg, le 13 juin 2006, réf. LSO-BR03175. – Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): Le Receveur.

(056113.03/1369/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2006.

MTA INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.
R. C. Luxembourg B 65.693.

DISSOLUTION

L'an deux mille six, le premier juin.

Par-devant Maître Henri Beck, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

La société MTA ITALIA S.p.A., avec siège social à Viale Venezia n° 4, 35026 Conselve (PD), Italie, ici représentée par Monsieur Jean Lambert, maître en sciences économiques, demeurant professionnellement à L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon, agissant en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée le 22 mai 2006, laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le notaire instrumentant et le mandataire, restera annexée en copie au présent acte, avec lequel elle sera enregistrée.

Lequel comparant, agissant comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentaire de documenter ce qui suit:

I.- Que la société anonyme MTA INTERNATIONAL S.A., établie et ayant son siège social à L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 65.693, a été constituée suivant acte reçu par le notaire Georges d'Huart, de résidence à Pétange, en date du 10 juillet 1998, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 758 du 20 octobre 1998, et dont les statuts ont été modifiés comme suit:

- en vertu d'un acte reçu par ledit notaire Georges d'Huart en date du 11 mai 1999, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 616 du 17 août 1999,
- en vertu d'un acte reçu par ledit notaire Georges d'Huart en date du 26 août 1999, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 874 du 20 novembre 1999,
- en vertu d'un acte reçu par le notaire Joseph Elvinger de résidence à Luxembourg, en date du 30 janvier 2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 822 du 30 mai 2002,
- en vertu d'un acte reçu par le notaire instrumentant en date du 13 février 2003, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 297 du 19 mars 2003,
- en vertu d'un acte reçu par le notaire instrumentant en date du 21 mai 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 808 du 6 août 2004,
- en vertu d'un acte reçu par le notaire instrumentant en date du 15 décembre 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 272 du 25 mars 2005,
- en vertu d'un acte reçu par le notaire instrumentant en date du 1^{er} juin 2006, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

II.- Que le capital de la société s'élève actuellement à sept millions euros (EUR 7.000.000,-), représenté par trois millions cinq cent mille (3.500.000) actions d'une valeur nominale de deux euros (EUR 2,-) chacune, intégralement souscrites et libérées.

III.- Que la comparante est devenue propriétaire de toutes les actions de la société MTA INTERNATIONAL S.A., et qu'en conséquence celle-ci se trouve dissoute de plein droit par la réunion de toutes les parts en une seule main.

IV.- Que la comparante se trouve investie de tout l'actif et de tout le passif de la société dissoute.

L'actif s'élève à EUR 6.499.665,97 et se compose:

des participations dans le capital social des sociétés suivantes:

- LEONARDO S.r.l. pour une valeur de EUR 1.000.000,-;
- MTA AUSTRALIA PTY LTD pour une valeur de EUR 0,10;
- MTA ENERGY, S.r.l. en liquidation pour une valeur de EUR 0,10;
- MTA FRANCE pour une valeur de EUR 168.901,15;
- MTA, GmbH pour une valeur de EUR 103.151,77;
- MTA S.r.l. pour une valeur de EUR 4.499.996,05;
- NOVAIR S.A. pour une valeur de EUR 632.639,12;
- MTA USA LLC pour une valeur de EUR 0,46;

de prêts en faveur de:

- MTA FRANCE pour un montant de EUR 38.112,25;
 - MTA AUSTRALIA PTY LTD pour un montant de EUR 24.207,37;
 - MTA USA LLC pour une valeur de EUR 0,77;
- d'avoirs bancaires pour une valeur de EUR 18.670,03;

de créances, à savoir:

- intérêts à recevoir sur prêts pour un montant de EUR 13.986,80.

Le Passif s'élève à EUR 6.499.665,97 et se compose:

- de capitaux propres pour un montant de EUR 5.095.282,09;
- d'avances d'actionnaires reçues de EUR 1.305.000,-;
- de montants à payer sur participations pour un montant de EUR 99.383,88.

La liquidation se trouve dès lors définitivement clôturée.

V.- Que la société ne possède pas d'immeubles.

VI.- Que décharge pleine et entière est donnée aux administrateurs et au commissaire de la société dissoute.

VII.- Que les livres et documents sociaux seront conservés pendant une période de cinq ans à son ancien siège social à L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.

VIII.- Pour la publication et dépôt à faire tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition des présentes.

Ceci exposé la comparante requiert le notaire de constater que la société anonyme MTA INTERNATIONAL S.A. est dissoute de plein droit, et que la comparante, exerçant tous les droits attachés à la propriété de toutes les actions de la société, est investie de tout l'actif et de tout le passif de la société, dont la liquidation se trouve dès lors définitivement clôturée.

A l'appui des déclarations et constatations qui précèdent, le comparant, agissant comme dit ci-avant, a produit au notaire soussigné les trois millions cinq cent mille (3.500.000) actions qui à l'instant et en présence du notaire instrumentant ont été annulées.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire instrumentaire le présent acte.

Signé: J. Lambert, H. Beck.

Enregistré à Echternach, le 2 juin 2006, vol. 362, fol. 22, case 3. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Miny.

Pour expédition conforme, délivrée sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 14 juin 2006.

H. Beck.

(056012.03/201/84) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2006.

ERINEN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2730 Luxembourg, 67, rue Michel Welter.
R. C. Luxembourg B 107.612.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 13 juin 2006, réf. LSO-BR03412, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(055852.03//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2006.

SIAGEP S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 8, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 100.853.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 13 juin 2006, réf. LSO-BR03403, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(055855.03//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2006.

EUROCLEAR FINANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 35, avenue John F. Kennedy.
R. C. Luxembourg B 77.243.

Les comptes annuels au 31 décembre 2005, enregistrés à Luxembourg, le 15 juin 2006, réf. LSO-BR04415, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

EUROCLEAR FINANCE S.A.

J. De Smet

Corporate Secretary

(055857.03//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2006.

INTERNACIONAL DE DESAROLLOS PORTUARIOS (I.D.P.), S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2730 Luxembourg, 67, rue Michel Welter.
R. C. Luxembourg B 106.109.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 13 juin 2006, réf. LSO-BR03397, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(055858.03//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2006.

HARDWICK PROPERTIES, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 10.000,-.**

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

R. C. Luxembourg B 70.163.

La société a été constituée suivant acte reçu par Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 28 mai 1999, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 625 du 19 août 1999.

Les comptes annuels au 31 décembre 2004, enregistrés à Luxembourg, le 13 juin 2006, réf. LSO-BR03627, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

(055884.03/250/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2006.

SNOW INVEST S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R. C. Luxembourg B 58.411.

L'an deux mille six, le vingt-trois mai.

Par-devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Remich, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société SNOW INVEST S.A., établie et ayant son siège social à Luxembourg, constituée suivant acte reçu par le notaire Frank Molitor, de résidence à Mondorf-les-Bains en date du 28 février 1997, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 319 du 24 juin 1997, dont les statuts ont été modifiés plusieurs fois et en dernier lieu suivant acte sous seing privé suite à la conversion en euro en date du 12 octobre 2001, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 311 du 25 février 2002.

L'assemblée est présidée par Monsieur Denis Brettnacher, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Mademoiselle Carine Godfurnon, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Madame Anne-Sophie Baranski, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président déclare et requiert le notaire d'acter:

I. Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, sont indiqués sur une liste de présence signée ne varietur par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentaire. Ladite liste de présence, ainsi que les procurations des actionnaires représentés resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II. Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissent dûment convoqués et déclarant par ailleurs, avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III. Que la présente Assemblée Générale Extraordinaire a pour ordre du jour:

- 1) Changement de la date statutaire de l'Assemblée Générale Ordinaire.
- 2) Modification subséquente des statuts.
- 3) Divers.

IV. Que la présente assemblée représentant la totalité du capital social est régulièrement constituée et pourra valablement délibérer suivant l'ordre du jour.

Après avoir discuté de ces motifs et après avoir dûment délibéré, l'assemblée, à l'unanimité, décide des résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée générale décide de changer la date statutaire de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra dorénavant le quatrième vendredi du mois de juin à 13.00 heures.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide par conséquence de modifier l'article 6, alinéa 1^{er} des statuts de la Société afin de leur donner désormais la teneur suivante:

«**Art. 6. alinéa 1^{er}.** L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra à Luxembourg, au siège social de la société, ou à tout autre endroit à Luxembourg qui sera fixé dans l'avis de convocation, le quatrième vendredi du mois de juin à 13.00 heures.»

Tous les frais et honoraires dus en vertu des présentes et évalués à cinq cents euros (500,- EUR) sont à charge de la Société.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, les membres du bureau ont signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: D. Brettnacher, C. Godfurnon, A.-S. Baranski, M. Schaeffer.

Enregistré à Remich, le 24 mai 2006, vol. 470, fol. 43, case 5. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Molling.

Pour copie conforme, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Remich, le 16 juin 2006.

M. Schaeffer.

(057991.2/5770/57) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juin 2006.

SNOW INVEST S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R. C. Luxembourg B 58.411.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juin 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Remich, le 16 juin 2006.

M. Schaeffer.

(057992.3/5770/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juin 2006.

DIPLOMATIC CARD S&B S.A., Société Anonyme de participation financière.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.

R. C. Luxembourg B 117.071.

STATUTS

L'an deux mille six, le vingt-quatre mai.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Ont comparu:

1) La société anonyme luxembourgeoise SHURIKEN S.A., ayant son siège social à L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau;

ici représentée par deux de ses administrateurs:

a) la société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois A.T.T.C. DIRECTORS, S.à r.l., ayant son siège social à L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau;

b) la société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois A.T.T.C. MANAGEMENT, S.à r.l., ayant son siège social à L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau;

lesquelles sont à leur tour ici représentées par leur gérant unique: la société anonyme luxembourgeoise A.T.T.C. S.A., ayant son siège social à L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau; ici représentée par son administrateur-délégué: Monsieur Eddy Patteet, conseiller fiscal, demeurant à Luxembourg, lequel peut valablement engager ladite société par sa seule signature en vertu de l'article 6 de ses statuts.

2) La société anonyme belge ANITRAS N.V., ayant son siège social à B-9070 Destelbergen (Belgique), Dendermondsesteenweg 306;

ici représentée par Monsieur Edward Patteet, préqualifié, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée, laquelle restera annexée au présent acte.

Lequel comparant, agissant ès dites qualités, a requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société anonyme qu'ils déclarent constituer entre eux et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est constitué par les présentes entre les comparants et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées une société anonyme luxembourgeoise, dénommée: DIPLOMATIC CARD S&B S.A.

Art. 2. La société est constituée pour une durée illimitée à compter de ce jour. Elle peut être dissoute à tout moment par une décision des actionnaires délibérant dans les conditions requises pour un changement des statuts.

Art. 3. Le siège de la société est établi à Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social feraient obstacle à l'activité normale de la société à son siège ou seraient imminents, le siège social pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg et même à l'étranger, et ce jusqu'à la disparition desdits événements.

Art. 4. La société a pour objet toutes prises de participations sous quelque forme que ce soit dans des entreprises ou sociétés luxembourgeoises ou étrangères; l'acquisition par voie d'achat, d'échange, de souscription, d'apport et de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par voie de vente, d'échange et de toute autre manière de parts sociales et valeurs mobilières de toutes espèces; le contrôle et la mise en valeur de ces participations, notamment grâce à l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse de tous concours, prêts, avances ou garanties; l'emploi de ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, l'acquisition par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, de tous titres et brevets, la réalisation par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement et la mise en valeur de ces affaires et brevets, sans vouloir bénéficier du régime fiscal spécial prévu par la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés de participations financières.

Art. 5. Le capital souscrit est fixé à EUR 900.000,- (neuf cent mille euros), représenté par 9.000 (neuf mille) actions de EUR 100,- (cent euros) chacune, disposant chacune d'une voix aux assemblées générales.

Toutes les actions sont au porteur.

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions sous les conditions prévues par la loi.

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins et qui élit un président dans son sein. Ils sont nommés pour un terme n'excédant pas six années.

Art. 7. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et faire tous les actes de disposition et d'administration qui rentrent dans l'objet social, et tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par les présents statuts ou par la loi, est de sa compétence. Il peut notamment accepter des compromis, transiger, consentir tous désistements et mainlevées avec ou sans paiement.

Le conseil d'administration est autorisé à procéder au versement d'acomptes sur dividendes aux conditions et suivant les modalités fixées par la loi.

Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de la gestion journalière des affaires de la société, ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et/ou agents, associés ou non-associés.

La société se trouve engagée, soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle de la personne à ce déléguée par le conseil.

Art. 8. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, seront suivies au nom de la société par un membre du conseil ou la personne à ce déléguée par le conseil.

Art. 9. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires. Ils sont nommés pour un terme n'excédant pas six années.

Art. 10. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année. Par dérogation, le premier exercice commencera aujourd'hui même pour finir le 31 décembre 2006.

Art. 11. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le dernier mardi du mois de mai à 11.30 heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les avis de convocation. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se réunira le premier jour ouvrable suivant.

Art. 12. Tout actionnaire aura le droit de voter lui-même ou par mandataire, lequel peut ne pas être lui-même actionnaire.

Art. 13. L'assemblée générale a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société. Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Art. 14. Pour tous points non réglés aux présents statuts, les parties se soumettent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 et aux lois modificatives.

Souscription

Le capital social a été souscrit comme suit:

1. SHURIKEN S.A.	6.000 actions
2. ANITRAS N.V.	3.000 actions
Total	9.000 actions

Toutes les actions ainsi souscrites ont été libérées par des versements en numéraire à concurrence de 100% (cent pour cent), de sorte que la somme de EUR 900.000,- (neuf cent mille euros) se trouve dès maintenant à la disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Déclaration

Le notaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société, ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élève à environ douze mille euros.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants ès qualités qu'ils agissent, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et à l'unanimité ils ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.

Sont nommés aux fonctions d'administrateurs:

1. La société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois A.T.T.C. DIRECTORS, S.à r.l., ayant son siège social à L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau;

2. La société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois A.T.T.C. MANAGEMENT, S.à r.l., ayant son siège social à L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau;

3. La société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois A.T.T.C. SERVICES, S.à r.l., ayant son siège social à L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.

La durée de leur mandat expirera lors de l'assemblée générale annuelle de 2011.

Deuxième résolution

La société anonyme luxembourgeoise A.T.T.C. CONTROL S.A., ayant son siège social à L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau, est nommée commissaire.

La durée de son mandat expirera lors de l'assemblée générale annuelle de 2011.

Troisième résolution

L'adresse de la société est fixée à L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.

Le conseil d'administration est autorisé à changer l'adresse de la société à l'intérieur de la commune du siège social statutaire.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, il a signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: E. Patteet, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 31 mai 2006, vol. 28CS, fol. 66, case 12. – Reçu 9.000 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 juin 2006.

J. Elvinger.

(057792.3/211/123) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juin 2006.

GERMAN RETAIL INVESTMENT PROPERTY FUND, Fonds Commun de Placement.

MANAGEMENT REGULATIONS

Interpretation

In these Management Regulations, the following expressions shall, where not inconsistent with the context, have the following meanings respectively:

«1991 Law»: the Luxembourg law of 19 July 1991 on undertakings for collective investment the securities of which are not intended to be placed with the public, as amended from time to time

«2002 Law»: the Luxembourg law of 20 December 2002 on undertakings for collective investment, as amended from time to time

«Accounting Period»: a period beginning (in case of the first such period) on the Initial Funding Date or (on case of subsequent accounting periods) on 1 January and ending on 31 December or, as the case may be, the date on which the Fund is dissolved

«Administrative Agent»: RBC DEXIA INVESTOR SERVICES BANK

«Article»: an article of these Management Regulations

«Asset Holding Company»: a company established by the Management Company for the purposes of the purchase, sale and holding of Property Investments and each such company being owned, wholly or partly, directly or indirectly by the S.à r.l.

«Asset Management Agreement»: the asset management agreement between the Management Company and the Asset Manager

«Asset Manager»: means SachsenFonds ASSET MANAGEMENT, GmbH a company established in Germany with registered office at Hans-Stießberger-Str.2a, D-85540 Haar b. München appointed by the Management Company pursuant to the Asset Management Agreement

«Asset Manager Member»: member of the UAC who are individuals that are affiliated or otherwise connected with the Asset Manager or any officer, director, manager, employee or agent thereof

«Auditors»: such auditor of the Fund appointed by the Management Company

«Aviva Group»: AVIVA plc and its subsidiary undertakings, subsidiaries and associated companies

«Aviva Group Company»: a company within the AVIVA Group

«Business Day»: a day on which banks are open for business in Luxembourg (excluding Saturdays, Sundays and public holidays)

«Closing»: the date (or dates) determined by the Management Company on or prior to which Subscription Agreements in relation to the issuance of Units issued pursuant to these Management Regulations have to be received by the Management Company

«Committed Capital»: in respect of the Units, the aggregate amount committed for investment in the Fund by Unitholders on a Closing

«Correspondent»: the correspondent as described in Article 3

«Custodian»: RBC DEXIA INVESTOR SERVICES BANK

«Defaulting Units»: those Units held by a Defaulting Unitholder

«Defaulting Unitholder»: a Unitholder who has defaulted in payment of any portion of its subscription commitment on the date required by the Management Company and who has been declared a Defaulting Unitholder by the Management Company pursuant to Article 8

«Distributable Cash Flow»: subject as prescribed in Article 7, rental income received from properties plus deposit interest, plus any other available cash determined by the Management Company to be distributable income less (i) all recurring and non recoverable operating expenses relating to the Property Investments including, without limitation, common area expenses, insurance expenses and property taxes, but excluding depreciation and amortisation, (ii) operating expenses (including corporate expenses, annual net asset tax and standard re-letting costs) in running the Fund and its Subsidiaries, (iii) non-revenue generating capital expenditures (including roof repairs, structural repairs, landscaping and other similar expenditures), (iv) base management fee, and performance fee (if any) payable to the Fund Manager and the Asset Manager (v) interest payment on debt, (vi) taxes on income and gains, (vii) periodic contributions to a contingency reserve plus/minus realised foreign exchange results less any applicable legal reserve and (viii) such other amounts determined by the Management Company on account of liabilities, contingent or otherwise. The profits from the sale of any asset in the Portfolio including, without limitation, Property Investments, will only be distributed as Distributable Cash Flow at the discretion of the Management Company and in accordance with Article 16. The definition of Distributable Cash Flow may also be amended from time to time to include prudent amortisation of debt if in the best interests of the Fund, with the approval of the UAC

«Euro» or «EUR»: the euro, being the currency introduced at the start of the third stage of the European Economic and Monetary Union pursuant to the Treaty establishing the European Community, as amended

«Final Closing Date»: the final closing determined by the Management Company in its absolute discretion in respect of the Offer which will not be later than 36 months from the First Closing Date

«First Closing Date»: the first closing determined by the Management Company in its absolute discretion in respect of the Offer but which is expected to be 17 August 2006

«Fund»: GERMAN RETAIL INVESTMENT PROPERTY FUND, a Luxembourg fonds commun de placement, established in Luxembourg under the provisions of the 1991 Law pursuant to these Management Regulations and such term shall where the context so requires include all companies or other entities which are wholly-owned or partially owned as to more than 50% directly or indirectly by GERMAN RETAIL INVESTMENT PROPERTY FUND

«Fund Management Agreement»: the fund management agreement between the Management Company and the Fund Manager, dated 19 July 2006

«Fund Manager»: MORLEY FUND MANAGEMENT LIMITED, a company established in England and Wales with registered office at No. 1 Poultry, London EC2R 8EJ appointed by the Management Company pursuant to the Fund Management Agreement

«Fund Manager Member»: a member of the UAC who is an individual that is affiliated or otherwise connected with Morley or any officer, director, manager, employee or agent thereof

«Gross Asset Value» or «GAV»: the gross asset value of the Portfolio being the aggregate of:

(a) the value of the Property Investments as last recorded in the quarterly management accounts (unless a more recent independent valuation is available and is considered by the Management Company acting in good faith as more appropriate to use); and

(b) the value of any current assets, as determined by the Management Company acting prudently and with good faith and in accordance with applicable Luxembourg laws and accounting practices as at each date that Gross Asset Value is required to be determined

«Independent Appraisal Methodology»: the methodology applied by the Independent Appraiser to determine OMV. The appraisals will be made on the basis of the market value calculated in accordance with IAS 40 and the practice statements of the current RICS Appraisal and Valuation Manual, adapted as necessary to reflect individual market considerations and practices

«Independent Appraiser»: an independent real estate valuer who is licensed where appropriate and who is appointed by the Management Company to value OMV

«Initial Funding Date»: the first funding date determined by the Management Company for the Units, subject to relevant Luxembourg regulatory approvals

«Institutional Investor»: an investor qualifying under the provisions of the 1991 Law and any application regulations

«Invested Capital»: in the case of an Unitholder, the value of such number of fully paid up Units held by such holder and in the case of the Fund, the aggregate value of all fully paid up Units held by all Unitholders

«Investment and Operating Criteria»: the investment and operating criteria for the Fund set out in the Private Placement Memorandum, as amended from time to time in accordance with these Management Regulations

«Investment Objective and Policy»: the investment objective and policy of the Fund as described in the Private Placement Memorandum and in Article 6

«Investment Period»: the period designated by the Management Company which is expected to be three years, and is not expected to be in excess of four years, from the Final Closing Date during which it is anticipated that the Fund will invest or fully commit for investment the aggregate capital raised pursuant to the Offer

«Management Company»: AVIVA FUND SERVICES registered under company number B 25.708 and whose registered office is 34, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, or such successor management company that may be appointed under these Management Regulations

«Management Company Directors»: the directors of the Management Company from time to time

«Management Regulations»: these management regulations as amended from time to time in accordance with these management regulations

«Managers»: together the Fund Manager and the Asset Manager

«Member»: a Member of the UAC who is an individual that is not affiliated or otherwise connected to the Managers, or any officer, director, manager, employee, agent thereof and who represents a Unitholder which holds at least 10% of the Fund's Units and who have committed a minimum of EUR 10 million

«Morley»: MORLEY FUND MANAGEMENT LIMITED, a company established in England and Wales with registered office at No. 1 Poultry, London EC2R 8EJ

«Net Asset Value» or «NAV»: the net asset value per Unit as determined in accordance with Article 9

«Offer»: the offer as described in the Private Placement Memorandum

«OMV» or «Open Market Value»: the gross open market value of a Property Investment as determined by the Independent Appraiser in accordance with the Independent Appraisal Methodology

«Organisation Cost»: the costs and expenses relating to the establishment and organisation of the Fund (up to and including the First Closing Date), such sum to be paid by an investor subscribing for Units at the Subsequent Closing Date in respect of its Committed Capital to the Fund out of which the Fund will discharge the costs and expenses of its establishment including, without limitation, out-of-pocket expenses, legal, accounting and other professional fees and expenses

«Portfolio»: the Property Investments and such other assets and rights from time to time held indirectly through the Asset Holding Companies by the Fund in accordance with these Management Regulations and the Private Placement Memorandum

«Private Placement Memorandum»: the private placement memorandum, dated July 2006, in connection with the placement of Units and subsequent placement memoranda for the placement of Units in the Fund issued from time to time

«Property Investment»: each property acquired and held from time to time by the Asset Holding Companies in accordance with these Management Regulations and the Investment and Operating Criteria on behalf of the Fund

«Registrar and Transfer Agent»: RBC DEXIA INVESTOR SERVICES BANK

«Regulated Market»: a market functioning regularly, which is regulated, recognised and open to the public

«Residual Value»: the total net proceeds (taking into account any authorised distributions in specie) resulting from a realisation of all Fund assets after repayment of all Fund liabilities (including all taxes, fees and the performance fee)

«RICS»: the Royal Institution of Chartered Surveyors in the United Kingdom

«SachsenFonds»: SachsenFonds ASSET MANAGEMENT, GmbH, a company incorporated and registered in Germany under company number HRB 139182, the registered office of which is at Hans-Stiessberger-Str.2a, D-85540 Haar, Germany

«S.à r.l.»: GERMAN RETAIL INVESTMENT PROPERTIES, S.à r.l., formerly Sachsenfonds GermanRetail, S.à r.l., a company incorporated under the laws of Luxembourg that will be acquired by the Fund to become a wholly-owned subsidiary of the Fund

«Special Resolution»: a resolution passed by 75% of the votes of the UAC Members present or represented at a UAC meeting account taken that each Member (being entitled to vote) shall have one vote for each Unit held by the Unitholder he represents

«Subsequent Closing Date»: any closing date after the First Closing Date

«Subscription Agreement»: a subscription agreement to be entered into by an investor for the Subscription of Units under the Offer between the Management Company and the relevant Unitholder

«UAC»: the Unitholder Advisory Committee established pursuant to Article 4

«Unitholders»: holders of Units

«Units»: co-ownership participations in the Fund, issued by the Management Company pursuant to these Management Regulations, including, but not limited to the units issued pursuant to the Offer

«Unitholder IRR»: the annual percentage rate by which Unitholders' investment in the Units and cash receipts from the Fund (net of fees and expenses and taking into account the effect of any gearing) are discounted back to arrive at an aggregate net present value of nil

«Valuation Day»: any day which is Business Day which is designated by the Management Company as being a day by reference to which the Portfolio of the Fund shall be valued in accordance with Article 9, provided that there should be at least quarterly Valuation Days (i.e. 31 March, 30 September, 30 June and 31 December or where such day is not a Business Day the preceding Business Day)

Art. 1. The Fund. German Retail Investment Property Fund, is an unincorporated co-proprietorship of securities, real estate assets and other assets, managed for the account and in the exclusive interest of its Unitholders by the Management Company. German Retail Investment Property Fund is a closed-ended fonds commun de placement organised and governed under the provisions of the Luxembourg law of 19 July 1991. The assets of the Fund, which are held in custody by a custodian bank (the «Custodian») shall be segregated from those of the Management Company.

By the acquisition of Units in the Fund, a Unitholder is deemed to have fully accepted these Management Regulations, which determine the contractual relationship both among the Unitholders and among the Unitholders, the Management Company and the Custodian.

Art. 2. The Management Company. The Management Company is a company incorporated on 9 March 1987 as a société anonyme under the laws of Luxembourg with an unlimited duration and having its registered office at 34, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Luxembourg.

The Management Company or its designees has the exclusive right to manage the Fund and is vested with the broadest powers to administer and manage the Fund, subject to the restrictions set forth in these Management Regulations, on behalf of the Unitholders, including but not limited to, the purchase, sale, and receipt of Property Investments and of securities and the exercise of all the rights attaching directly or indirectly to the assets of the Fund. The activities of the Management Company shall, in respect of the Fund, be limited to the administration and management of the Fund.

The Management Company is responsible for implementing the Investment Objective and Policy of the Fund subject to the restrictions set out in Articles 6 and 7. The Management Company shall manage the Portfolio in the exclusive interest of the Unitholders and prudently with the same degree of care as would be expected of an absolute owner

having particular regard to the quality and financial standing of the Fund and the characteristics of the Property Investments.

The Management Company may appoint such other agents, including transfer agents and one or several paying agents, to perform such services in connection with its obligations under these Management Regulations as the Management Company deems necessary or convenient for the performance of its duties hereunder, subject to any limitations under the laws of Luxembourg or contained herein, on such terms and conditions as are reasonable under the circumstances. The Management Company shall only be liable for the selection and monitoring of the functions of the Fund Manager and the Asset Manager and any other agents it shall appoint to perform the Management Company's functions under the Management Regulations. The Management Company's liability shall not be affected by the fact that it has selected and appointed agents to perform the Management Company's functions under the Management Regulations.

The Management Company may only be removed as prescribed in Article 18. The Management Company shall not wind up the Fund within 10 years following the First Closing Date, except with the consent of Unitholders, as set forth in Article 20.2.

The Management Company shall comply with its obligations contained in the Private Placement Memorandum, the 1991 Law, the 2002 Law, the IML Circular 91/75 and all other applicable Luxembourg laws and regulations.

The accounts of the Management Company shall be prepared in Euro and shall comply with applicable Luxembourg laws and accounting practices.

Art. 3. The Custodian. RBC DEXIA INVESTOR SERVICES BANK shall be appointed as Custodian of the assets of the Fund and its wholly-owned subsidiaries. RBC DEXIA INVESTOR SERVICES BANK has its principal office at 5, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen, Luxembourg and may exercise any banking activities in Luxembourg. The Custodian shall carry out the usual duties regarding custody of cash and securities deposits of the Fund and its wholly-owned subsidiaries. In particular, upon proper instructions of the Management Company, the Custodian will execute all financial transactions and provide such banking facilities for the Fund and its wholly-owned subsidiaries as required by the custodian agreement referred to below and by Luxembourg law.

The Custodian will further and exclusively with respect to the assets in its custody or entrusted with a Correspondent, in accordance with Luxembourg law:

(a) ensure that the sale, issue, redemption and cancellation of Units effected on behalf of the Fund are carried out in accordance with Luxembourg law, the Private Placement Memorandum, these Management Regulations and the terms and conditions of the custodian agreement between the Fund and the Custodian;

(b) carry out the instructions of the Management Company, unless they conflict with Luxembourg law, the Private Placement Memorandum or these Management Regulations;

(c) ensure that in transactions involving the assets of the Fund and its wholly-owned subsidiaries any consideration is remitted to the Fund or its wholly-owned subsidiaries, respectively, within the usual time limits in respect of the specified assets; and

(d) ensure that the income of the Fund is applied in accordance with Luxembourg law, the Private Placement Memorandum, these Management Regulations and the terms and conditions of the custodian agreement between the Fund and the Custodian.

The Custodian may entrust the safekeeping of all or part of the assets of the Fund and its wholly-owned subsidiaries in its custody which are to be held outside Luxembourg to any bank, correspondent or trust company or recognised clearing agency (a «Correspondent») (including excess cash flows generated from the management and administration of Property Investments under the custody of the Custodian but excluding cash deposits held by the Fund Manager and/or the Asset Manager relating to the daily asset management thereof) provided however that cash of wholly-owned subsidiaries may be held with the prior approval of the Custodian by such banks as may be indicated by the Management Company and provided further that the Management Company shall ensure that such banks forward any information to the Custodian necessary to enable it to properly execute its supervisory functions. The Custodian's liability in relation to its duties of supervision shall not be affected by the fact that it has entrusted the safekeeping of all or part of the assets in its care to a third party.

The rights and duties of the Custodian are governed by a custodian agreement entered into on or around the date of adoption of these Management Regulations for an unlimited period of time, which may be terminated at any time by the Management Company or the Custodian upon 90 days' prior written notice, provided, however, that such termination by the Management Company is subject to the condition that a new custodian is appointed, and further provided that the appointment of the Custodian shall, if terminated by the Management Company, continue thereafter for such period as may be reasonably necessary to allow for the complete transfer of all assets of the Fund and its wholly-owned subsidiaries held by the Custodian to the new custodian. In case of termination by such notice by the Custodian, the Management Company shall appoint a new custodian within two months who shall assume the responsibilities and functions of the Custodian under these Management Regulations. These Management Regulations shall be updated to reflect the appointment of a new Custodian.

All cash and other securities constituting the assets of the Fund and its wholly-owned subsidiaries, each of which will be delivered to and accepted by the Custodian, shall be held by the Custodian on behalf of the Unitholders on the terms of these Management Regulations and the custodian agreement. The Custodian may, under its own responsibility and with the approval of the Management Company, entrust any Correspondent with the custody of such cash and securities as are not listed on the Luxembourg Stock Exchange or currently traded in Luxembourg. Registrable assets (excluding real estate property) of the Fund and its wholly-owned subsidiaries will be registered in the name of the Custodian or the Correspondent or the nominee of either or in the name of a recognised clearing agency. The Custodian and Correspondent will have the normal duties of a bank with respect to the deposits of cash and securities of the Fund and its wholly-owned subsidiaries. The Custodian and the Correspondent may dispose of the assets of the Fund and its wholly-

owned subsidiaries and make payments to third parties on behalf of the Fund and its wholly-owned subsidiaries only upon receipt of proper instructions from or as previously properly instructed by the Management Company or any agent appointed by the Management Company.

Subject to Luxembourg law, the Management Company is authorised and has the obligation to bring in its own name, claims of the Unitholders against the Custodian for breach of its obligations.

Nothing in this Article 3 shall preclude the direct assertion of claims from Unitholders against the Custodian or the Management Company respectively to the extent that such action is permitted by Luxembourg law.

The Custodian shall be entitled, out of the net assets of the Fund and its wholly-owned subsidiaries to such fees as shall be determined from time to time and calculated in accordance with usual market practices in Luxembourg for the provision of similar services. Such fee shall include any fees payable by the Custodian to any Correspondents, agents and securities systems. In addition to the above fees, the Custodian shall be reimbursed by the Fund and its wholly-owned subsidiaries for all reasonable out of pocket expenses incurred in connection with its obligations to the Fund. The fees of any Correspondent shall be included in the fees of the Custodian.

Art. 4. Unitholder Advisory Committee.

Composition and remit

There shall be a unitholder advisory committee (the «UAC») comprised from time to time of investors which hold at least 10% of the Fund's Units and who have committed a minimum of EUR 10 million, one Fund Manager Member and one Asset Manager Member. The UAC shall be required to approve by way of a Special Resolution, the proposed decisions of the Management Company before such decisions are finally adopted by the Management Company in respect of the following:

- * any decision as regards the winding-up of the Fund prior to 2012 or a continuation of the life of the Fund beyond 2016;

- * any decision to terminate either the Fund Management Agreement or the Asset Management Agreement (other than automatic termination);

- * any change to the fee payable to the Management Company or the Managers;

- * any change to the distribution policy or the reinvestment policy as described in Section III - «Description of the Units» of the Prospectus.

- * redemption of all Units prior to 2016;

- * any material amendment to the Management Regulations;

- * any acquisitions which contain material deviations from the Investment and Operating Criteria;

- * any revisions to the Investment and Operating Criteria;

- * the ongoing approval of the appointment and the terms and conditions of the appointment of the Independent Appraiser and of the ongoing appointment of the Auditors of the Fund. The initial appointment will however be made by the Management Company without reference to the UAC. Neither appointment shall be terminated by the Management Company without the approval of the UAC;

- * the reinvestment of monies realised on the disposal of any Property Investments prior to 2012 where such monies (net of expenses and required debt repayments in respect of such disposals) represent more than 20% of the net assets of the Fund;

- * the reinvestment of monies realised on the disposal of any Property Investment (net of expenses and required debt repayments in respect of such disposals) after 2012;

- * following conclusion of the Investment Period, the terms of any issues of further Units of the Fund in excess of 5% of outstanding Units issued with the exception that the Fund Manager reserves the right to up-size the Fund to EUR 400 million;

- * any amendments to the definition of Distributable Cash Flow;

- * the approval of the annual operating and capital expenditure budget and funding policy of the Fund;

- * any decision with respect to all related party transactions including without limitation, any decision to sell or buy Property Investments to or from a Manager, but excluding the entry into and (save as prescribed in the Management Regulations) performance of the Management Regulations, the Fund Management Agreement and the Asset Management Agreement;

- * any decision to waive any material right which would otherwise exist for the benefit of the Fund, or any decision not to enforce any material right of the Fund under the terms of the Fund Management Agreement, the Asset Management Agreement and the Subscription Agreement;

- * the approval of an Independent Appraisal Methodology which is different from that prescribed in this Private Placement Memorandum or any changes to the method of calculating NAV as prescribed by the Management Regulations;

- * the dismissal of the Fund Manager pursuant to clause 10.2 of the Fund Management Agreement or the dismissal of the Asset Manager pursuant to clause 15.2 of the Asset Management Agreement;

- * any change in legal form of the Fund;

- * the removal of the Management Company in the event of gross negligence, wilful misconduct or fraud by the Management Company which has a material adverse effect on the Fund; and

- * the assignment of the Fund Management Agreement or the Asset Management Agreement.

The UAC will only resolve on proposals to the Management Company, without having decisive power.

Apart from the functions prescribed in this Article 4, the UAC is available for consultation by the Management Company and may make suggestions and requests to the Management Company. However, other than decisions relating to any of the above matters, the Management Company is neither bound by such suggestions or requests nor obligated to take any directions from the UAC.

Meetings, voting and quorum

The UAC shall, in the exercise of good faith and reasonable commercial judgement, consider the proposals of the Management Company in respect of all of the above matters and any other decision or determination it is required to make acting in compliance with these Management Regulations, the Private Placement Memorandum, the Luxembourg laws and regulations and in the interest of the Unitholders. A Special Resolution of the Members of the UAC attending and eligible to vote at a meeting of the UAC is required for the approval of any of the matters in this Article 4 or any other decision or determination by the UAC made pursuant to these Management Regulations. A Special Resolution is a resolution passed by 75% of the votes of the UAC Members present or represented at a UAC meeting. Unitholders who are Members of the UAC and who attend and vote (in person or by proxy) and are entitled to do so shall have one vote for each Unit held by them.

The Fund Manager Member and the Asset Manager Member are not entitled to vote at meetings of the UAC but are entitled to attend and speak at such meeting. The quorum at a meeting of the UAC shall be at least 3 Members. No decisions can be taken if the quorum is not reached and in such case the meeting shall be dissolved. If such a quorum is not reached at the first meeting, a second meeting shall automatically be held on the day falling 7 days after the date of the first meeting (provided that day is a Business Day, and if that is not the case, it shall be held on the first Business Day falling thereafter). At any such adjourned meeting, any Member attending in person or by proxy shall constitute a quorum. The Management Company shall be responsible for ensuring that the resolutions approved by the UAC are implemented.

The UAC shall meet at least annually in Luxembourg to review the Fund's performance and may otherwise meet by telephone conference. The UAC may meet upon call by the Management Company or any two Members at the place indicated in the notice of meeting (provided that the meeting is held in Luxembourg). Written notice of any meeting of the UAC shall be given to all Members at least 10 Business Days prior to the date set for such meeting, except in a circumstance of emergency, in which case the nature of such circumstance shall be set forth in the notice of the meeting. The requirement for written notice may be waived by consent in writing, by telegram, telex, telefax, e-mail or any other similar means of communication. A separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a resolution adopted by the Members. A written resolution in substitution for a meeting that is signed by all the Members shall be effective as a decision of the UAC. The Management Company shall forward to the UAC all relevant information within a period of time which is reasonably sufficient in the view of the Management Company to permit the UAC to make an informed decision on the relevant matter prescribed above. In addition, the Management Company shall respond so far as practicable to a reasonable request for information made by a Member to assist a Member to discharge its functions under this Article 4.

The minutes of a meeting of the UAC shall be approved at the next following meeting of the UAC and shall be sent to all Unitholders at the address notified to the Administrative Agent in writing.

Members of the UAC

Investors which hold at least 10% of the Fund's Units and who have committed a minimum of EUR 10 million will have the right to appoint a Member at the UAC.

The Members of the UAC shall be appointed for a term of 3 years. The Asset Manager Members and the Fund Manager Member shall be approved by the Management Company.

At the annual meeting of the UAC at which the term of any Member is to expire, successor(s) to such Member whose term is to expire shall be elected for a 3 year term. The successor Member shall be proposed by the relevant Unitholder making such proposal and shall be ratified by a simple majority of Unitholders voting or represented at that meeting. The UAC may (but is not required to) make recommendations in favour of or against such nominations.

A Member shall hold office until the annual UAC meeting for the year in which his term expires and until his successor shall be elected subject, however, to prior death, resignation or removal from office.

A Member shall also automatically resign if the beneficial ownership of the Represented Unitholder is at any time less than the lower of 10% of the Fund's Units or if the Represented Unitholder no longer holds a minimum commitment of EUR 10 million. In such circumstances the Represented Unitholder shall cease to be entitled to exercise the power of appointment of a Member for the unexpired portion of the original term, and the UAC shall make an appointment as prescribed below.

A Member may resign at any time by giving written notice thereof to the Management Company. The acceptance of a resignation shall not be necessary to make it effective. A Member may be removed with or without cause by approval of the UAC (by way of Special Resolution).

Any vacancy on the UAC caused by the resignation (whether automatic or otherwise), removal or death of any Member shall be filled by an appointee approved by a majority vote of the remaining Members or (in the case of a Fund Manager Member or an Asset Manager Member) by direction of the Management Company and the successor Member shall hold office until the next annual UAC meeting. At such annual meeting, the provisions for the election of successor Members shall apply, save that the Member elected at an annual UAC meeting to fill a vacancy shall have the same remaining term as that of his predecessor.

The Management Company may consult the UAC with respect to any actual or potential conflicts of interest.

Art. 5. Portfolio Management. Portfolio management services and functions relating to the day-to-day administration and operation of the Portfolio may be delegated to suitable third parties by the Fund Manager, subject to the approval of the Luxembourg authority. Any fees in respect of such services shall, unless otherwise agreed between the Management Company and the Fund Manager, be paid and deducted from the Fund Manager's fee and may not in aggregate exceed such fee.

Art. 6. Investment Objective and Policy. The Fund's principal objective is to provide Investors with high stable income and capital growth through property investments in retail properties located in Germany.

The Fund's investments will consist primarily of retail warehouses, hypermarkets and shopping centres

Property Investments will be made by the Fund directly or indirectly through intermediate vehicles, which will only be subsidiaries and other intermediate vehicles wholly-owned or owned for more than fifty per cent (50%) by the Fund as well as companies jointly-owned by the Fund for fifty per cent (50%). The sole purpose of the intermediate vehicles shall be directly or indirectly to own investments acquired by the intermediate vehicle in accordance with the investment policies of the Fund. The Fund will assure, at any time, that it can control the investments made through such intermediary vehicles. The securities of the intermediate vehicles will be issued in registered form or in a similar form acceptable to the Luxembourg supervisory authority. The majority of the managers of the intermediate vehicles, excluding the jointly owned companies, will be representatives of the Fund Manager and the Asset Manager. With respect to jointly owned companies, the Fund may enter into shareholders' agreements ensuring that the Fund will exercise an appropriate control over the administration and management of the jointly owned companies. The accounts of the intermediate vehicles, excluding the jointly owned companies, are audited by or under the supervision of the Fund's auditor's group. Furthermore, in the semi-annual and annual accounts of the Fund, the intermediate vehicles, excluding the jointly owned companies, will be consolidated and therefore the accounts of the Fund will list the investments held via these entities.

Property Investments may be sold during the life of the Fund where such sale is considered to be in the best interest of the Fund and appropriate having regard to the Investment Objective and Policy.

On a sale of any Property Investment, the Management Company shall take into account the OMV appraisal by the Independent Appraiser as of the date which is on or after the most recent Valuation Day. The proceeds of any such sale may be distributed as Distributable Cash Flow as prescribed in Articles 7 and 16.

Unitholders will not be entitled to capital distributions up to and including the sixth anniversary after the First Closing Date. All receipts, net of expenses and required debt repayments on a disposal of a Property Investment will be reinvested provided it is of a sum equal to less than 20% of net assets of the Fund during this time. If it is greater than 20%, the UAC will vote, by way of Special Resolution, as to whether such monies should be reinvested or distributed to Unitholders in proportion to their Invested Capital.

From the sixth anniversary after the First Closing Date until the Fund is dissolved capital receipts will be distributed in the quarter following the receipt of such capital, unless the UAC votes, by way of Special Resolution, that such monies should be reinvested.

Art. 7. Risk Diversification Rules, Borrowing Restrictions and Distributable Cash Flow. The Investment and Operating Criteria of the Fund are as follows:

* As of the end of the Investment Period the Fund's direct or indirect investments in one single property may not exceed 15% of the Fund's GAV.

* As of the end of the Investment Period the Fund shall not invest more than 50% of the it's GAV in one single Federal State (Bundesland).

* The Fund shall not enter into or invest in options, futures or other derivatives transactions for speculative purposes and may only enter into those transactions for hedging purposes, to mitigate currency, interest or other risks being tradeable through derivative products.

* The Fund will not commit to acquire more than 20% of the expected GAV of the Fund (i.e. up to EUR 60 million of the targeted size of the Fund of EUR 300 million or up to EUR 80 million if the Fund size is increased to EUR 400 million) in properties in the course of development, and further will commit to acquire such properties only if certain parameters are met. Such parameters include:

- Full planning being achieved before, or as a condition precedent to an unconditional commitment by the Fund;
- A minimum level of pre-lettings (65% of expected rental value);
- No construction risk will be borne by the Fund; and
- No fees will be payable to the Managers until the developments are acquired by the Fund.

It is intended that following conclusion of the Investment Period, the total indebtedness of the Fund, together with its consolidated subsidiaries, will be a maximum of 60% of aggregate OMV of the Property Investments as of the most recent Valuation Day and that such indebtedness should not in any event exceed 65% of such aggregate OMV.

The Fund may incur indebtedness by borrowing against uncalled commitments in respect of subscriptions for the Units. Unitholders will be required to co-operate with the Management Company in securing a loan facility and providing any required financial information or other documentation required by a lender.

Save as provided by the Management Company, Unitholders are not permitted to pledge, hypothecate, or grant any other of security interest in Units.

For the purposes of the definition of Distributable Cash Flow, the Management Company may include a prudent amortisation of debt subject to the approval of the UAC in accordance with Article 4 if it is in the best interests of the Fund.

Subject to Article 16, the profits of the sale of any asset in the Portfolio, including any Property Investment, may at the discretion of the Management Company be included in the definition of Distributable Cash Flow.

Art. 8. Issue of Units and Restrictions on Issue. The Management Company shall have the ability to issue Units subject to the terms of these Management Regulations and the terms of issue set out in the relevant Private Placement Memorandum.

Units will be denominated in Euro, or such other currency as may be determined from time to time in the Private Placement Memorandum.

The Units shall be issued in registered form only.

Units will be issued pursuant to the Offer in the manner described herein prescribed by the Management Company and on such other terms of the relevant Private Placement Memorandum. The Private Placement Memorandum shall

set forth all material terms governing such Units including, without limitation, the issue price per Unit, together with the Organisation Cost, minimum investment amount, details of funding and conversion rights (if any).

The Management Company shall consider the adequacy of the financial resources of the Fund and the raising of new capital from time to time.

Tranches of Units shall be issued fully paid. The issue price shall be payable at the time of their issuance. The undrawn portion of the Committed Capital of any Unitholder shall be cancelled automatically at the expiry of the period of draw down designated by the Management Company at the time of issue of such Units whereupon such Unitholders shall have no further liability to the Fund in respect of such Units.

The issue price of any new Units shall be determined by the Management Company and shall be set forth in the relevant Private Placement Memorandum in respect of such Units. Any new Units issued shall have no greater voting rights than the existing Units. The minimum number or value of Units that may be subscribed for by an investor shall be determined by the Management Company and set forth in the relevant Private Placement Memorandum in respect of such Units.

Where the Fund offers Units for subscription after a Subsequent Closing Date, the price per Unit at which such Units are offered shall be the latest available NAV of the existing Units, (unless in case of the occurrence of a material event or development affecting the investments that is not reflected in the latest available NAV, in which case the issue price may take into account this event), increased by a percentage estimate of the costs and expenses to be incurred by the Fund when investing the proceeds of such issue of Units.

The price at which Units may be issued may be increased by a percentage estimate of costs and expenses to be incurred by the Fund when investing the proceeds of the issue and by applicable sales commissions, as approved from time to time by the Management Company. The contributions in cash or in kind corresponding to the issue price so determined shall be made within a period as determined by the Management Company. Any contribution in kind to the Fund may only be made provided the assets to be contributed comply with the Investment and Operating Criteria of the Fund and that such asset to be contributed has been valued by the Independent Appraiser.

Subject to the provisions of these Management Regulations, the Management Company shall make such arrangements as it deems appropriate for the re-sale of Units, including the requirement of purchasers of Units to enter into subscription agreements containing terms not inconsistent with the provisions of these Management Regulations.

The Management Company may, at its discretion, discontinue temporarily, cease permanently or limit the issue of Units at any time to persons or corporate bodies resident or established in certain particular countries and territories. The Management Company may exclude certain persons or corporate bodies from the acquisition of Units, if such measure is necessary for the protection of the Unitholders as a whole, or the Fund. The Management Company may reject, in its absolute discretion, any application for Units.

Defaulting Unitholders

If any Unitholder fails to pay the issue price for any tranche of Units agreed to be acquired by that Unitholder on the date required by the Management Company, which date shall fall at least 10 Business Days after the date of the call notice, the Management Company shall send to such Unitholder a notice of default. If such Unitholder fails to pay the required issue price of such tranche of Units, together with a pro-rata proportion of the Organisation Cost, to be issued by that day which is 10 Business Days after the date of such notice of default, the Management Company may declare such Unitholder to be a «Defaulting Unitholder» in respect of such Defaulted Units. A Defaulting Unitholder will not be allowed to make any additional payments of its subscription commitment to the Fund in respect of the Defaulted Units. In addition, a Defaulting Unitholder's right, if any, to vote at meetings of the UAC in respect of the Defaulted Units shall be suspended and a Defaulting Unitholder may have its Member removed from the UAC at the Management Company's discretion. Defaulted Units will receive no distributions from the Fund until its final distribution on a winding-up and shall receive, subject to there being sufficient assets, only the return of Invested Capital in accordance with the provisions of Article 20.

At the option of the Management Company, such Defaulted Units may be redeemed on a day specified by the Management Company in its absolute discretion at an amount equal to the lesser of 70 per cent of the NAV of such Defaulted Units as at the date of default or as at the date of redemption.

Art. 9. Calculation of NAV per Unit. The NAV per Unit shall be expressed in Euros and shall be determined as at any Valuation Day by dividing (i) the net assets of the Fund attributable to the Units, being the value of the assets less the liabilities of the Fund on any such Valuation Day by (ii) the number of Units then outstanding, in accordance with the valuation rules set forth below, provided that:

(a) Defaulted Units shall be disregarded for the purposes of calculation of NAV other than in relation to their return of Invested Capital (there being sufficient assets); and

(b) the unpaid portion of the Committed Capital in respect of any Units not already issued shall be disregarded in calculating the NAV of such Units.

The NAV per Unit will be rounded down to the nearest Euro-cent. If, since the time of determination of the NAV per Unit, there has been a material change in relation to (i) a substantial part of the Property Investments or property rights of the Fund or (ii) the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments of the Fund are dealt in or quoted, the Fund may, in order to safeguard the interests of the Unitholders and the Fund, cancel the first valuation and carry out a second valuation.

The accounts of the Sàrl and the Asset Holding Companies will be consolidated with the accounts of the Fund and accordingly the underlying assets and liabilities are valued in accordance with the valuation rules described below. The minority interests in quoted real estate companies and unquoted real estate companies are valued respectively on the basis of the last available quotation and the probable net realisation value estimated by the Management Company with prudence and in good faith.

The assets and liabilities of the Fund for these purposes shall be determined in the following manner:

For the purpose of the valuation of Property Investments, the Management Company, for and on behalf of the Fund, shall appoint an Independent Appraiser who is licensed where appropriate and operates, or has subcontracted, with the approval of the Management Company, its duties to any entity who operates in the jurisdiction where any relevant Property Investment is located and whose reappointment is approved by the UAC in accordance with Article 4 on an annual basis. In circumstances where this professional is conflicted, the Management Company may appoint one (or several) additional independent real estate appraisal professional(s), meeting the same criteria, for the valuation of the Property Investments.

1. The assets of the Fund shall include:

1. Property Investments or property rights registered in the name of the Fund or the Asset Holding Companies;
2. shareholdings in convertible and other debt securities of real estate companies;
3. all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
4. all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of properties, property rights, securities or any other assets sold but not delivered);
5. all bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Fund (provided that the Fund may make adjustments in a manner not inconsistent with paragraph (d) below with regard to fluctuation in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);
6. all stock dividends, cash dividends and cash payments receivable by the Fund to the extent information thereon is reasonably available to the Fund or the Management Company;
7. all rentals accrued on any Property Investments or interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Fund except to the extent that the same is included or reflected in the value attributed to such asset;
8. the formation expenses of the Fund, including Organisation Cost and the cost of issuing and distributing Units of the Fund, insofar as the same have not been written off; and
9. all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

The value of such assets shall be determined as follows:

(a) subject as prescribed below, real estate will be valued by the Independent Appraiser as at each Valuation Day and on such other days as the Management Company may require. Each such valuation will be made on the basis of OMV and in accordance with the methodology reflected in the Private Placement Memorandum.

(b) subject as specified below, the securities of real estate companies which are not listed on a stock exchange nor dealt in on another Regulated Market will be valued on the basis of the probable net realisation value (excluding any deferred taxation) estimated with prudence and in good faith with the Management Company using the value of real estate as determined in accordance with (a) above and as prescribed below.

(c) the value of any cash in hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof.

(d) all other securities and other assets, including debt securities, restricted securities and securities for which no market quotation is available, are valued on the basis of dealer-supplied quotations or by a pricing service approved by the Management Company or, to the extent such prices are not deemed to be representative of market values, such securities and other assets shall be valued at fair value as determined in good faith by the Management Company. Money market instruments held by the Fund with a remaining maturity of 90 days or less will be valued by the amortised cost method, which approximates market value. The appraisal of the value of (i) Property Investments and property rights registered in the name of the Fund or any of its directly or indirectly wholly-owned subsidiaries and (ii) direct or indirect shareholdings of the Fund in real estate companies referred to under (b) above in which the Fund shall hold more than 50% of the outstanding voting stock, shall be undertaken by the Independent Appraiser. Such valuation may be established at the year end and used throughout the following year unless there is a change in the general economic situation or in the condition of the relevant properties or property rights held by the Fund or by any of the companies in which the Fund has a shareholding which requires new valuations to be carried out under the same conditions as the annual valuations. The value of all assets and liabilities not expressed in the currency of denomination of the relevant Units will be converted into such currency at the relevant rates of exchange ruling on the relevant Valuation Day. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by the Management Company. The Management Company, subject to approval by the UAC under Article 4, may permit some other method of valuation to be used, if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Fund.

2. Subject to Part 3 of this Article 9, the liabilities of the Fund shall include:

1. all loans and other indebtedness for borrowed money (including convertible debt), bills and accounts payable;
2. all accrued interest on such loans and other indebtedness for borrowed money (including accrued fees for commitment for such loans and other indebtedness);
3. all accrued or payable expenses (including administrative expenses, preferred distributor's fees, advisory fees, Custodian fees, fees payable to the Managers (including performance fees) and corporate agents' fees);
4. all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid distributions declared by the Fund;
5. an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Management Company, as well as such amount (if any) as the Management Company may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Fund provided that for the avoidance of

doubt, on the basis that the assets are held for investment, it is not expected that such provision shall include any deferred taxation; and

6. all other liabilities of the Fund of whatsoever kind and nature reflected in accordance with applicable Luxembourg laws and accounting practices. In determining the amount of such liabilities the Fund shall take into account all expenses payable by the Fund pursuant to Article 14. The Fund may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount rateably for yearly or other periods.

3. For the purpose of this Article 9:

1. Units of the Fund to be redeemed (if any) shall be treated as existing and taken into account until the date fixed for redemption, and from such time and until paid by the Fund, the redemption price shall be deemed to be a liability of the Fund;

2. Units to be issued by the Fund shall be treated as being in issue as from the date of issue and from such time and until received by the Fund, the issue price shall be deemed to be a debt due to the Fund;

3. all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the currency of denomination of the relevant Units shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the NAV; and

4. where on any Valuation Day, the Fund has contracted to:

* purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Fund and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Fund;

* sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Fund and the asset to be delivered by the Fund shall not be included in the assets of the Fund;

provided, however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Day, then its value shall be estimated by the Management Company.

For the avoidance of doubt, the provisions of this Article 9 (including, in particular, Part 3 hereof) are rules for determining NAV per Unit and are not intended to affect the treatment for accounting or legal purposes of the assets and liabilities of the Fund or any Units issued by the Fund.

Art. 10. Frequency and Temporary Suspension of Calculation of NAV. On each Valuation Day (which shall be at least quarterly), the NAV per Unit shall be calculated by the Management Company or any agent appointed thereto by the Management Company.

The Management Company may suspend the determination of the NAV per Unit and the issue and, if applicable, the redemption of Units:

(a) during any period when one or more exchanges which provide the basis for valuing a substantial portion of the assets of the Fund are closed other than for, or during, holidays or if dealings are restricted or suspended or where trading is restricted or suspended;

(b) during any period when, as a result of the political, economic, military or monetary events or any circumstance outside the control, responsibility and power of the Management Company, or the existence of any state of affairs in the property market, disposal of the assets of the Fund is not reasonably practicable without materially and adversely affecting and prejudicing the interests of Unitholders or if, in the opinion of the Management Company, a fair price cannot be determined for the assets of the Fund;

(c) in the case of a breakdown of the means of communication normally used for valuing any asset of the Fund or if for any reason the value of any asset of the Fund which is material in relation to the net asset value (as to which the Management Company shall have sole discretion) may not be determined as rapidly and accurately as required;

(d) if, as a result of exchange restrictions or other restrictions affecting the transfer of funds, transactions on behalf of the Fund are rendered impracticable, or if purchases, sales, deposits and withdrawals of the assets of the Fund cannot be effected at the normal rates of exchange;

(e) when the net asset value of any subsidiary of the Fund or Asset Holding Company may not be determined accurately;

(f) upon the publication of a notice convening a general meeting of Unitholders for the purpose of resolving the winding-up of the Fund; or

(g) when for any other reason, the prices of any investments cannot be promptly or accurately determined.

Any such suspension shall be published, if appropriate, by the Management Company and may be notified to Unitholders having made an application for subscription or redemption, if any, of Units for which the calculation of the NAV has been suspended.

Art. 11. Unit Certificates. The Management Company or the agent appointed in relation thereto will maintain a register of Unitholders and will issue, upon request from a Unitholder in representation of Units, certificates in registered form. Any transfer restriction agreed by separate agreement shall be reflected in such certificates. Unit certificates will only be issued for whole numbers of Units. Each certificate shall be signed for and on behalf of the Management Company (by the Fund Manager or by the Registrar and Transfer Agent), which may be by facsimile.

Lost, stolen or destroyed Unit certificates may be replaced in accordance with Luxembourg law.

Art. 12. Transfer of Units/Commitments and Restrictions. Units/Commitments may be owned or transferred by Unitholders subject to the restrictions indicated hereafter and as specified elsewhere in these Management Regulations.

Restrictions on ownership of Units

(a) No person other than an Institutional Investor may subscribe for or beneficially own Units in the Fund.

(b) Any transfer other than to an Institutional Investor shall be void and unenforceable against the Fund.

(c) Unitholders cannot transfer their Units/Commitments without the consent of the Management Company which will be given upon verifying that the Unitholder proposes to transfer Units/Commitments (i) to a proposed transferee who qualifies as an Institutional Investor under Luxembourg law; (ii) to a proposed transferee who has sufficient assets to satisfy any outstanding Committed Capital in respect of the Commitments to be transferred; (iii) where the transferor and transferee of the Units/Commitments have each represented to the Management Company in a form acceptable to the Management Company that the proposed transfer does not violate any laws or regulations (including, without limitation, any securities laws) applicable to it and (iv) where the transferee has executed a deed of adherence and such other documents required by the Management Company. The Management Company will give its consent if the proposed transferee of the Units complies with requirements (i), (ii), (iii) and (iv) above.

Transfer of units - Minimum Holding

No transfer of Units shall be permitted if it would result in either the transferor or the transferee holding Units in an amount less than the minimum holding of 250,000 (or such lesser amount as may be approved by Management Company) following such transfer. Transfers of Units must be made in a minimum amount of 250,000 Units per transfer.

Art. 13. Redemption of Units. Units shall not be redeemable at the option of Unitholders.

Units shall be redeemed by the Management Company in accordance with the provisions set out in Articles 8 and 20. In addition, Units may be called by the Management Company for redemption in the following circumstances:

(i) if the continued participation of a Unitholder is likely to cause the Fund or the Management Company to violate any material law, regulation, or interpretation of law or would result in the Fund, the Management Company or any Unitholder suffering material taxation or other economic disadvantages which they would not have suffered had such person ceased to be a Unitholder;

(ii) if such Unitholder has materially violated any provision of these Management Regulations;

(iii) if the Units were acquired or are being held, directly or indirectly, by or for the account or benefit of any person in violation of the provisions of these Management Regulations;

(iv) if in the opinion of the Management Company (a) such redemption would be appropriate to protect the Fund from registration of the Units under the U.S. Securities Act of 1933, as amended, from registration of the Fund under the U.S. Investment Company Act of 1940, as amended, or to prevent the assets of the Fund from being considered assets of an employee benefit plan subject to ERISA; or (b) the holding of such Units would cause material regulatory or tax or other fiscal disadvantage to the Fund; and

(v) such other circumstances as the Management Company may determine where continued ownership would be materially prejudicial to the interests of the Fund or its Unitholders.

Units which are to be redeemed by the Fund may be redeemed by the Fund upon the Management Company giving to the registered holder of such Units not less than 30 days' notice in writing of the intention to redeem such Units specifying the date of such redemption, which must be a Business Day.

The amount payable on such redemption of Units shall be the NAV of the Units on the most recent Valuation Day prior to redemption. Such redemption amount shall be payable without interest, as soon as practicable (having regard to the liquidity of the Portfolio and the interests of Unitholders) after the effective date of the redemption and will be paid in cash. Costs associated with the redemption may, if the Management Company so decides, be charged to the Unitholder whose Units are redeemed and such costs may be deducted from the redemption proceeds payable to the Unitholder in circumstances where the Management Company has exercised its power to redeem Units pursuant to paragraph (ii) or (iii) of this Article 13.

Any Units in respect of which a notice of redemption has been given shall not be entitled to participate in the profits of the Fund in respect of the period after the date of redemption.

At the date of redemption, the Unitholder whose Units are being redeemed shall be bound to deliver to the Management Company or any duly appointed agent thereof the certificate issued in representation of the relevant Units for cancellation.

In order to give effect to the provisions on redemption of Units described above, any certificates evidencing the Units will be endorsed with a legend describing the substance of those provisions and restrictions.

Art. 14. Charges and Expenses of the Fund. The Fund will bear the following charges and expenses in respect of:

(i) the fees and expenses of the Management Company as further set forth below;

(ii) operating expenses including all taxes, duties, stamp duties, governmental and similar charges, commissions, foreign exchange costs, bank charges, registration fees relating to investments, insurance and security costs, expenses of the issue, exercise and redemption of Units;

(iii) usual brokerage and other transaction fees and expenses (including, without limitation, legal, accounting, surveyor's and other professional fees) incurred on transactions with respect to the acquisition or disposal or proposed acquisition or disposal of the Portfolio and related expenses and valuation fees charged by the Independent Appraisers in connection with the acquisition or disposal of the Property Investments;

(iv) the fees and expenses of the Custodian and any Correspondent, any distributors and permanent representatives in places of registration of the Fund, as well as any other agent employed by the Management Company for, and on behalf of, the Fund plus any applicable value added taxes;

(v) accounting, due diligence, legal, surveyors', building contractors', estate managers' and other service providers in relation to the Portfolio and the Fund and all other fees and expenses incurred by the Management Company acting in respect of the Fund;

(vi) reporting and publishing expenses, including the cost of preparing and/or filing of these Management Regulations and all other documents concerning the Fund, including the Private Placement Memorandum and explanatory memoranda and registration statements with all authorities having jurisdiction over the Fund or the offering of Units of the Fund; the cost of preparing, in such languages as are required for the benefit of the Unitholders, including the beneficial

holders of the Units, and distributing annual and all other periodic reports and such other reports or documents as may be required under the applicable laws or regulations of the above-cited authorities and the costs and expenses of local representatives appointed in compliance with the requirements of such authorities;

(vii) the cost of preparing and distributing notices to the members of the UAC and the cost of convening Meetings of the UAC;

(viii) expenses incurred in determining the Fund's Net Asset Value;

(ix) the costs of preparing, printing and distributing all valuations, statements, accounts and performance and investment reports;

(x) the Auditors' fees and expenses;

(xi) the costs of amending and supplementing these Management Regulations, and all similar administrative charges;

(xii) costs incurred to enable the Fund to comply with legislation and official requirements provided that such costs are incurred substantially for the benefit of the Unitholders and any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Fund with any governmental agencies, or listing of Units on the Luxembourg Stock Exchange or on stock exchanges in any other country; and

(xiii) all other costs and expenses in connection with the operations or administration of the Fund and the Portfolio incurred to procure the achievement of the Investment Objective and Policy.

All costs and expenses relating to the formation of the Fund and the placement of Units in the Fund shall be borne by Unitholders entering a Subsequent Closing through payment of the Organisation Cost on a Subsequent Closing Date. The Organisation Cost will be payable by each Unitholder in respect of all Units agreed to be subscribed by a Unitholder on a Subsequent Closing Date pursuant to a Subscription Agreement to the Fund, out of which the Fund will discharge the costs and expenses of its establishment. The expenses of formation shall include, but shall not be limited to, preferred distributor's fees and out-of-pocket expenses, legal, accounting and other professional fees and expenses.

Where appropriate, the fees and expenses borne by the Fund may be charged to the Fund's subsidiaries.

The Fund will, directly or indirectly, pay the Fund Manager an annual investment management fee. The fee payable to the Fund Manager, exclusive of any applicable taxes, will be equal to 0.22% per annum of the Fund's GAV, payable quarterly in arrears.

The fee payable, directly or indirectly, by the Fund to the Asset Manager, exclusive of any applicable taxes, will be equal to 0.325% per annum of the Fund's GAV, payable quarterly in arrears.

The Asset Manager is entitled to receive, directly or indirectly, an acquisition fee of 0.75 % of the purchase price of each Property Investment acquired by the Fund. Should brokers fees exceed 1.25% of the purchase price, the acquisition fee will be reduced accordingly but only to a minimum of 0.50%.

In addition to the base management fee, the Fund Manager and the Asset Manager may also be entitled to a performance fee payable by the Fund. A summary of the performance fee terms is set out below.

1. The performance fee will be calculated and payable annually on the basis of the Accounting Period and will be based on Unitholder IRR using the Fund's monthly cash flows and NAV fluctuations and the capital invested by the Unitholders;

2. The total performance fee payable to the Fund Manager and the Asset Manager will be equal to 20% of the cash equivalent of the excess of Unitholder IRR above a Unitholder IRR of 10% per annum;

3. The performance fee will be divided between the Fund Manager and the Asset Managers as follows: one-third Fund Manager, two-thirds Asset Manager;

4. Where a performance fee is payable in respect of any Accounting Period:

(a) 50% of such fee shall be payable as set out in paragraph 5 below; and

(b) the balance shall be payable as set out in paragraphs 6 and 7 below. The first Accounting Period will commence on the Initial Funding Date and end on 31 December 2006 and the Unitholder IRR will be pro rated to reflect the duration of this period. Subsequent Accounting Periods will commence on 1 January and end on 31 December in each year;

5. 50% of the performance fee payable in respect of an Accounting Period shall be paid as soon as practicable, but in any case not earlier than at the end of the third Accounting Period of the Fund (once the audited accounts for that third Accounting Period have been finalised) provided that:

(c) the Unitholder IRR for the Accounting Period in which the performance fee arose was not less than 10% per annum; and

(d) the Unitholder IRR for each of the two Accounting Periods prior to the Accounting Period in which a performance fee arises has not been less than 10% in each of those two Accounting Periods;

6. The balance of the performance fee payable shall accumulate (being held in a designated account of the Fund) and shall be payable upon termination of the Fund, provided that such balance payable shall be subject to a reduction to the extent that the aggregate actual Unitholder IRR for the life of the Fund would otherwise be less than the aggregate target Unitholder IRR for the life of Fund provided that if the life of the Fund is extended beyond 17 August 2016, then such balance will only be payable upon the eventual termination of the Fund. Aggregate actual Unitholder IRR and aggregate target Unitholder IRR shall be adjusted for such extension of life at the rate of 10% per annum. For the purposes of calculating the performance fee, «aggregate target Unitholder IRR» for the life of the Fund shall mean a Unitholder IRR of 10% per annum over the actual life of the Fund; and «aggregate actual Unitholder IRR» for the life of the Fund shall mean the actual Unitholder IRR achieved for Unitholders over the actual life of the Fund;

7. The balance remaining following any reduction as specified in paragraph 6 shall be paid to the Fund Manager and the Asset Manager in the proportion of one-third to the Fund Manager and two-thirds to the Asset Manager after all residual value has been distributed to Unitholders and after taking into account all liabilities and contingent liabilities (if sufficiently identifiable and quantifiable) of the Fund provided that if the Management Company terminates the appointment of the Fund Manager and/or the Asset Manager for cause, such balance as is attributable to the party whose ap-

pointment is terminated shall no longer be payable to that party and instead shall be retained by the Fund for the benefit of Unitholders; and

8. The Administrative Agent will calculate the amount of the performance fee if it is payable. The amount of the performance fee will be audited by the Fund's auditors prior to its payment and shall be taken as an accrual for the purposes of calculating the NAV of the Units.

Art. 15. Fiscal Year, Audit and Information. The Management Company or any agent thereof shall maintain the principal records and books of the Fund in Luxembourg. The fiscal year and the accounts of the Fund will begin on 1 January and end on 31 December in each year during the term of the Fund except that the first fiscal period of the Fund shall commence on the Initial Funding Date and the last fiscal year of the Fund shall terminate on the date of the final distribution in winding-up of the Fund. The first fiscal year of the Fund will end on 31 December 2006.

The Management Company shall prepare and distribute within:

(i) 60 Business Days after the end of each quarterly period in each fiscal year to each Unitholder a summary unaudited report for the preceding quarter period of each fiscal year; and

(ii) 105 Business Days after the end of each fiscal year to each Unitholder an audited report and accounts for the fiscal year then ended.

The accounts of the Fund will be audited by the Auditors. The accounts of the Fund will be prepared in Euro and in compliance with applicable Luxembourg laws and accounting practices.

The Management Company shall, subject to reasonable notice, give Unitholders and their appointed agents access to all financial information of the Fund reasonably requested by such Unitholders to enable Unitholders to prepare tax returns and other regulatory filings. Any expenses incurred by the Management Company or the Fund in preparing specific information for or giving access to a Unitholder to such information shall be reimbursed together with value added tax (if applicable) by the relevant Unitholder, and in the absence of such reimbursement may be deducted by the Management Company from distributions made to such Unitholder pursuant to these Management Regulations.

Art. 16. Distributions.

Income

Distributions of Distributable Cash Flow (which will be fully distributed in respect of the Units, subject to any legal restrictions on distributions) will be made on a quarterly basis (within 60 Business Days of the expiration of the relevant quarterly period) (or more frequently as the Management Company so determines), such that the Units (excluding Units which are Defaulted Units pursuant to Article 8) will receive 100% of Distributable Cash Flow in accordance with the distribution formula set out below.

The payment of Distributable Cash Flow on a Unit (other than Units which are Defaulted Units pursuant to Article 8, which shall be excluded from the following formula) shall be determined by the formula:

A/B

Where:

«A» is the total amount available for distribution; and

«B» is the total number of Units which are to participate in A;

Dividends will be apportioned to investors entering the Fund part way through an Accounting Period, based on the number of days they were invested over the period.

Capital

Prior to 17 August 2012, all proceeds received from a disposal of a Property Investment (net of expenses and required debt repayments on such disposal) and provided that (i) the net proceeds are equal to 20% or more of the NAV of the Fund as at the most recent Valuation Day prior to 17 August 2012 and (ii) the UAC has given its approval, by way of a Special Resolution, such proceeds shall be construed as Distributable Cash Flow and distributed to Unitholders as described above.

On, or after 17 August 2012, until the Fund is dissolved, all proceeds received from a disposal of a Property Investment shall be construed as Distributable Cash Flow and distributed to Unitholders as described above, save where the UAC has approved, by way of Special Resolution, such proceeds to instead be reinvested.

Art. 17. Amendments to the Management Regulations. The Management Company may amend these Management Regulations for the purposes of issuing Units of different classes or series within classes and for all non-material changes without the consent of the Custodian or Unitholders.

In addition, but without limitation to such power in respect of the issue of Units, the Management Company may amend these Management Regulations in whole or in part at any time in the interest of the Unitholders or in order to comply with fiscal or other statutory or official requirements affecting the Fund, or as otherwise specifically provided in these Management Regulations, but no such amendment may be made which would, in the judgement of the Management Company, to any material extent, release any person from any liability or duty to Unitholders or which would increase the costs and charges payable by the Fund. No amendment shall become effective in the absence of the consent of the Custodian to such change.

Where practicable, Unitholders will be given 15 Business Days notice of all amendments that are adopted without their consent in accordance with the foregoing.

Amendments to these Management Regulations will become effective on the date of their signature by the Management Company. An amended version of the Management Regulations shall be published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg and in such newspapers as shall be determined by the Management Company or required by authorities having jurisdiction over the Fund or the sale of its Units.

Art. 18. Replacement of Management Company. The Management Company may be terminated by the UAC at any time in the event of gross negligence, wilful misconduct or fraud by the Management Company which has a material adverse effect on the Fund. The decision to terminate the Management Company in each such event is subject to the approval of the UAC by way of a Special Resolution.

In circumstances where no successor Management Company can be found within two months of such termination, pursuant to Luxembourg law, the Fund will be wound up in accordance with the winding up provisions in Article 20.3.

The Management Company shall not terminate the Fund save with the consent of the UAC, by way of a Special Resolution as prescribed in Article 20.2.

Art. 19. Publications and Communications. The audited annual and the summary quarterly unaudited reports of the Fund that are provided to the Management Company will be mailed to Unitholders at their request at their registered addresses and also made available to the Unitholders at the registered offices of the Management Company, and the Custodian.

Any amendments to these Management Regulations and notices to Unitholders, including the dissolution of the Fund, will be published in the *Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations* of Luxembourg and in such newspapers as shall be determined by the Management Company or required by authorities having jurisdiction over the Fund or the sale of its Units.

All communications of investors with the Fund should be in writing and addressed to the Management Company at 34, avenue de la Liberté, L-1930, Luxembourg with a copy to the Administrative Agent at 5, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen Luxembourg.

Art. 20. Change of Legal Form - Duration of the Fund - Winding-up

1. Change of Legal Form

Subject as mentioned below, any change in legal form of the Fund must be approved at a meeting of the UAC (by way of a Special Resolution), unless the consent of all Unitholders is required by Luxembourg law or the Luxembourg Supervisory Authority. No further quorum requirements have to be complied with in relation to such general meeting.

2. Duration of the Fund - Liquidation

Unless a Special Resolution of the UAC has been passed prior to 17 May 2016, or no Special Resolution of the UAC has been passed prior to 17 May 2016 to continue the Fund in existence, the Fund shall terminate on 17 August 2016 and the Management Company shall proceed with the winding up of the Fund.

After 1 January 2016 but before 18 May 2016, the UAC will have the opportunity to resolve (by way of a Special Resolution) to continue the existence of the Fund for a further period of up to 2 years up to 17 August 2018 on such terms as they shall determine.

In the event of a winding-up of the Fund, the Management Company will seek to complete the winding-up process as soon as practicable in compliance with the provisions set forth under Luxembourg law. During the winding-up period the Independent Appraiser will continue to provide appraisals of OMV on Valuation Days and subsequent asset disposals shall be made having had regard to such appraisals of OMV. Any distributions to an Aviva Group Company in its capacity as a Unitholder in respect of any winding-up may be made in specie subject to (i) receipt by the Management Company of an appraisal of OMV by the Independent Appraiser, (ii) receipt by the Management Company of an additional appraisal by the Auditors of the Fund of the value of the shares of the Asset Holding Company if the distribution in specie is made in the form of distributions of shares in the Asset Holding Company and (iii) the approval the UAC, after the Management Company shall have solicited bids from potential third party buyers so as to realise the highest possible purchase price for the Portfolio as a whole.

In the event of a winding-up of the Fund, the Management Company will realise the assets of the Fund in the best interests of the Unitholders, and the Custodian, upon instructions given by the Management Company, will distribute the net proceeds of winding-up, after deduction of all winding-up expenses among the Unitholders, as mentioned hereafter.

Minimum size of Fund

Pursuant to the 1991 Law, the net assets of the Fund may not be less than EUR 1,250,000. Such legal minimum must be reached within a period of six months following the approval of the Fund by the Luxembourg Supervisory Authority.

The Management Company must inform the Luxembourg Supervisory Authority without delay if the net assets of the Fund shall fall below two-thirds of the legal minimum.

If the net assets of the Fund fall below such legal minimum, the Luxembourg Supervisory Authority may require the Management Company to wind-up the Fund. The winding-up shall be carried out by one or more liquidators in accordance with the 1991 Law specifying the steps to be taken to enable Unitholders to participate in the distribution of liquidation proceeds and provide for a deposit in escrow at the Caisse de Consignation at the close of the liquidation.

Amounts not claimed within the statutory liquidation period shall be forfeited in accordance with the provisions of Luxembourg law.

3. Winding-up

In the event of the winding-up of the Fund, Residual Value shall be allocated to all Units (excluding Units which are Defaulted Units pursuant to Article 8) and each Unitholder will receive a payment of Residual Value in respect of each Unit held by him pro-rata to the number of Units outstanding and which are eligible to participate. Units which are Defaulted Units shall receive, subject to there being sufficient assets, only the return of the Invested Capital attributable to such Defaulted Units.

Art. 21. Indemnification and Standard of Care. Subject to the provisions of the 1991 Law, in performing its functions under these Management Regulations the Management Company shall act with due diligence and in good faith in the best interests of the Unitholders, and the Custodian shall use reasonable care in the exercise of its functions. The

Management Company and the Custodian, their respective managers, directors, officers, employees, partners and agents (including any Correspondent) and each member of the UAC shall not be liable for any error of judgement, for any loss suffered by the Fund or for any actions taken or omitted to be taken in connection with the matters to which these Management Regulations relate, except for, in the case of each considered individually, any loss resulting from the breach of their contractual obligations or their negligence, fraud or wilful misconduct under Luxembourg law.

The Management Company, the Fund Manager, the Asset Manager and the Custodian, their respective managers, directors, officers, employees, partners, members and shareholders, each member of the UAC and, in the case of individuals among the foregoing, their personal representatives (collectively «Indemnified Parties» and individually an «Indemnified Party») shall be indemnified and held harmless out of the assets of the Fund against all actions, proceedings, costs, charges, expenses, losses, damages or liabilities incurred or sustained by an Indemnified Party in or about the conduct of the Fund's business affairs or in the execution or discharge of his duties, powers, authorities or discretions in accordance with the terms of the appointment of the Indemnified Party, including without prejudice to the generality of the foregoing, any costs, expenses, losses or liabilities incurred by him in defending (whether successfully or otherwise) any civil proceedings concerning the Fund or its affairs in any court whether in Luxembourg or elsewhere, unless such actions in the conduct of the Fund's affairs or in the execution or discharge of his duties shall have resulted from a breach of the Indemnified Party's contractual obligations or its negligence, fraud or wilful misconduct under Luxembourg law.

No Indemnified Party shall be liable (i) for the acts, receipts, neglects, defaults or omissions of any other Indemnified Party or (ii) for any loss on account of defect of title to any property of the Fund or (iii) for any loss occasioned by any default, breach of duty, breach of trust, error of judgement or oversight on his part or (iv) for any loss, damage or misfortune whatsoever which may happen in or arise from the execution or discharge of the duties, powers, authorities, or discretions of his office or in relation thereto, if the Indemnified Party in good faith determined that such act or omission was in, or not opposed to, the interests of Unitholders, and such act or omission does not constitute a breach of the Indemnified Party's contractual obligations or its negligence, fraud or wilful misconduct under Luxembourg law.

Art. 22. Applicable Law, Jurisdiction, Language. Any claim arising between the Unitholders, the Management Company and the Custodian shall be settled according to the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and subject to the jurisdiction of the District Court of Luxembourg, provided, however, that the Management Company and the Custodian may subject themselves and the Fund to the jurisdiction of courts of the countries in which the Units are offered or sold, with respect to claims by investors resident in such countries and, with respect to matters relating to subscriptions, redemptions and conversions by Unitholders resident in such countries, to the laws of such countries.

These Management Regulations have been executed, in 4 (four) originals, on 19 July 2006 and became effective on 19 July 2006.

Luxembourg, 19 July 2006.

AVIVA FUND SERVICES, Société Anonyme
W. Gilson
General Manager

RBC DEXIA INVESTOR SERVICES BANK
T. Weiland / M. Schammo
Vice President / Vice President

(072579.9//928) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2006.

PROVIDENCE LUXEMBOURG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2730 Luxembourg, 67, rue Michel Welter.
R. C. Luxembourg B 107.946.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 13 juin 2006, réf. LSO-BR03383, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(055868.03//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2006.

TYRONE PROPERTIES S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2730 Luxembourg, 67, rue Michel Welter.
R. C. Luxembourg B 111.130.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 13 juin 2006, réf. LSO-BR03376, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(055874.03//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2006.

ARLINGTON FUND OF FUNDS MANAGEMENT COMPANY, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Share capital: EUR 125,000.-.**Registered office: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue John F. Kennedy.
R. C. Luxembourg B 117.965.

STATUTES

In the year two thousand and six, on the fifth day of July.

Before Maître Gérard Lecuit, notary, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

ARLINGTON PROPERTY INVESTMENT MANAGEMENT Limited, a private limited company, incorporated under the laws of England and Wales, having its registered office at Arlington House, Arlington Business Park, Theale, RG7 4SA, United Kingdom,

represented by Mr Jan Vanhoutte, lawyer, resident in Luxembourg,

by virtue of a proxy given on 3 July 2006,

which, signed *ne varietur* by the appearing person and the undersigned notary, shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing person, acting in his above-mentioned capacity, has requested the undersigned notary to draw up the articles of incorporation of a société à responsabilité limitée, which is herewith established as follows:

Art. 1. Form. There is established by the appearing party a société à responsabilité limitée (the «Company») governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, especially the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the «1915 Law»), by article 1832 of the Civil Code, as amended, and by these articles of incorporation (the «Articles of Incorporation»).

The Company is to be initially composed of a single shareholder who is therefore the owner of the entire issued share capital of the Company. The Company may however at any time be composed of several shareholders, as a result of the transfer of shares or the issue of new shares.

Art. 2. Name. The Company will exist under the name of ARLINGTON FUND OF FUNDS MANAGEMENT COMPANY, S.à r.l.

Art. 3. Object. The sole purpose of the Company is to create, administer and manage ARLINGTON FUND OF FUNDS, a mutual investment fund (Fonds commun de placement) constituted under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (the «Fund»).

The Company shall carry out any activities connected with the management, administration and promotion of the Fund. It may, on behalf of the Fund, enter into any contract; purchase, sell, exchange and deliver any securities, property and, more generally, assets constitutive of authorised investments of the Fund; proceed to or initiate any registrations and transfers in its name or in third parties' name in the register of shares or debentures of any Luxembourg or foreign company; and exercise on behalf of the Fund and holders of units of the Fund, all rights and privileges, especially all voting rights attached to the securities constituting the assets of the Fund. The aforementioned powers shall be considered declaratory and not exhaustive.

The Company may provide financial support to companies in which the Company holds directly or indirectly a participation, in particular by granting loans, facilities, security interests or guaranties in any form and for any term whatsoever and grant them any advice and assistance in any form whatsoever.

The Company may also manage its own assets on an ancillary basis and carry out any activities deemed useful for the accomplishment of its object. The Company must however remain within the limitations set out by the Fund's constitutional documents and the applicable Luxembourg laws and regulations.

The Company shall be subject to Chapter 14 of the law of 20 December 2002 relating to undertakings for collective investment.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

The Company may be dissolved at any time if a single shareholder, owning the entire issued share capital if the Company so decides. If there is more than one shareholder, the Company may be dissolved at any time, pursuant to a shareholder resolution taken at a general meeting.

Art. 5. Registered Office. The registered office is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place within the City of Luxembourg by decision of the board of managers here after called board of directors.

The Company may establish subsidiaries and branches where it considers them to be useful, whether in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad.

Art. 6. Capital. The corporate capital of the Company is set at one hundred and twenty five thousand euro (EUR 125,000.-) represented by 125 shares fully paid with a par value of one thousand euro (EUR 1,000.-) each.

Art. 7. Variation of the corporate capital. The corporate capital may at any time be increased or decreased, by decision of the single shareholder or pursuant to a resolution of the general meeting of shareholders, as the case may be.

Art. 8. Rights and duties attached to the shares. Each share entitles its owner to equal rights in the profits and assets of the Company and to one vote at shareholder general meetings.

If the Company is composed of a single shareholder, that shareholder exercises all those powers granted to all shareholders by the 1915 Law and the Articles of Incorporation.

Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles of Incorporation and of any decision made by a single shareholder owning the entire issued share capital of the Company or by a group of shareholders in general meeting.

The creditors or successors of the single shareholder or of any of the shareholders may in no event request that a seal be affixed to the assets and documents of the Company or an inventory of assets be ordered by court. They must, for the exercise of their rights, refer to the Company's inventories and resolutions.

Art. 9. Indivisibility of shares. Each share is indivisible as far as the Company is concerned.

Co-owners of shares must be represented by a common attorney-in-fact, whether or not jointly appointed.

Art. 10. Transfer of shares. Where the Company is composed of a single shareholder, that single shareholder may freely transfer the shares owned.

Where the Company is composed of more than one shareholder, the shares may be freely transferred amongst any existing shareholders.

Where the Company is composed of more than one shareholder, the shares can be transferred by living persons to non-shareholders only with the authorisation of the shareholders in general meeting. Those providing authorisation must hold collectively at least 75 per cent of the corporate capital of the Company.

Art. 11. Formalities. The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a deed under private seal.

A transfer will not be binding upon the Company and third parties, unless duly notified to, or accepted by the Company, pursuant to article 1690 of the Civil Code.

Art. 12. Redemption of shares. The Company may redeem its own shares in accordance with the provisions of the 1915 Law.

Art. 13. Incapacity, bankruptcy or insolvency of a shareholder. The incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting a shareholder will not cause the Company to go into liquidation.

Art. 14. Board of directors. The Company is managed and administered by a board of directors consisting of at least three (3) directors. A director can be a shareholder or a non-shareholder.

Each director is appointed for a limited or an unlimited duration by the single shareholder owning the entire issued share capital or by a group of shareholders in general meeting.

Any director may be removed at any time by the single shareholder holding the entire issued share capital, or by a majority of shareholders in general meeting, who collectively hold at least 75 per cent of the corporate capital of the Company. Any director may resign at any time.

The single shareholder holding the entire issued share capital, or a group of shareholders in general meeting decides upon the compensation of each director (if any).

The board of directors shall appoint, from among its members, a chairman. The board of directors shall choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping board meeting minutes.

The board of directors may also appoint officers of the Company considered necessary for the operation and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the board. Officers need not be directors or shareholders of the Company. The officers appointed shall have the powers and duties entrusted to them by the board.

Art. 15. Meetings of the board of directors. The board of directors shall meet at the place indicated in the notice of the meeting.

Written notice of any board meeting shall be given to all directors at least 24 hours in advance of the time set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of the meeting. This notice may be waived if each director consents in writing, by cable, telegram, telex or telefax.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing, by cable, telegram, telex or telefax, another director as his proxy. Directors may also cast their vote in writing, by cable, telegram, telex or telefax. Meetings of the board of directors may be held by way of conference call, video conference or any other similar means of communication, in which case the directors participating by such means shall be deemed to be present in Luxembourg.

The board of directors shall act validly only if a majority of directors are present or represented at a meeting of the board. Decisions shall be taken by a majority vote of the directors present or represented.

Resolutions may also be passed in the form of a consent resolution, set out in identical terms. This may be signed jointly or by the use of counterparts by all the directors. The chairman of the board of directors shall have a casting vote.

Art. 16. Powers of representation. In dealing with third parties, any two directors shall have the power to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and authorise all acts and operations consistent with the Company's purpose. The Company is bound in all circumstances by the signature of any two directors.

Art. 17. Board of Directors' Committees. The board of directors may, by a majority vote, set up one or more committees to deal with specific matters under its supervision and responsibility, each committee to consist of one or more directors of the Company and/or non-directors.

Art. 18. Death, incapacity, bankruptcy or insolvency of a director. The death, incapacity, bankruptcy, insolvency, resignation, removal or any other similar event affecting a director, will not cause the Company to go into liquidation.

Creditors, heirs and successors of a director may in no event have seals affixed to the assets and documents of the Company.

Art. 19. Liability of a director. A director will not incur any personal liability arising out of the functions performed on behalf of the Company. He is only liable for the performance of his mandate.

The Company shall indemnify, to the fullest extent permitted by applicable law, any person who was or is a party or is threatened to be made a party to, or is involved in any manner in, any threatened, pending or completed action, suit or proceeding (whether civil, criminal, administrative or investigative) by reason of the fact that such person (1) is or was a director or officer of the Company or a subsidiary or (2) is or was serving at the request of the Company or a subsidiary as a director, officer, partner, member, employee or agent of another corporation, partnership, joint venture, trust, committee or other enterprise.

To the extent deemed advisable by the board of directors, the Company may indemnify, to the fullest extent permitted by applicable law, any person who was or is a party or is threatened to be made a party to, or is involved in any manner in, any threatened, pending or completed action, suit or proceeding (whether civil, criminal, administrative or investigative) by reason of the fact that the person is or was an employee or agent (other than a director or officer) of the Company or a subsidiary.

The Company shall have the power to purchase and maintain insurance on behalf of any person who is or was a director, officer, employee or agent of the Company or a subsidiary, or is or was serving at the request of the Company or a subsidiary as a director, officer, partner, member, employee or agent of another corporation, partnership, joint venture, trust, committee or other enterprise, against any expense, liability or loss asserted against him and incurred by him in any such capacity, or arising out of his status as such, whether or not the Company or a subsidiary would have the power to indemnify him against such expense, liability or loss under the provisions of applicable law.

No repeal or amendment inconsistent with this article 19, shall adversely affect any right or protection of any person granted pursuant to the law existing at the time of such repeal or amendment.

The right to indemnification conferred in this article 19 also includes, to the fullest extent permitted by applicable law, the right to be paid the expenses (including attorney's fees) incurred in connection with any such proceeding in advance of its final disposition. The payment of any amounts to any director, officer, partner, member, employee or agent pursuant to this article 19 shall subrogate the Company to any right such director, officer, partner, member, employee or agent may have against any other person or entity. The rights conferred in this article 19 shall be contractual rights.

Art. 20. General meeting of shareholders. When the Company is composed of one single shareholder, that shareholder exercises the powers granted by the 1915 Law to shareholders in general meeting.

Articles 194 to 196 and 199 of the 1915 Law are not applicable to that situation.

When the Company is composed of a group of shareholders, shareholder decisions are taken in a general meeting or by written resolution, the text of which will be sent by the board of directors to the shareholders by registered post.

In this case, the shareholders are under the obligation to cast their written vote and send it by registered post to the Company within 15 days of receiving the text.

When the Company is composed of a group of shareholders, unless otherwise specified in these articles, shareholder decisions are only validly taken if they are adopted by shareholders holding more than half of the corporate capital. However, resolutions to amend these articles and to liquidate the Company may only be taken by a majority of shareholders representing three quarters of the Company's corporate capital.

Art. 21. Decisions. The decisions of the single shareholder or of a group of shareholders in general meeting are documented in writing, recorded in a register and kept at the registered office of the Company. Shareholder votes and any powers of attorney are attached to the minutes.

Art. 22. Financial year. The financial year begins on the first day of January and ends on the last day of December of the same year.

Art. 23. Independent auditor. The single shareholder or a group of shareholders in general meeting shall appoint an independent auditor (*réviseur d'entreprises agréé*) who shall fulfil the duties prescribed by applicable laws.

Art. 24. Balance-sheet. On 31 December of each year, the accounts are closed and the board of directors will produce an inventory of assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss account, in accordance with the 1915 Law.

The balance sheet and the profit and loss account are submitted to the sole shareholder or to a group of shareholders in general meeting for approval.

Each shareholder or its attorney-in-fact may consult the financial documents at the registered office of the Company for a period of fifteen days prior to the deadline set for the shareholder general meeting.

Art. 25. Allocation of profits. The balance of the profit and loss account, after the deduction of overheads, depreciation and provisions is the net profit of the financial year.

Five percent of the net profit is deducted and allocated to the legal reserve fund; this allocation will no longer be mandatory when the reserve amounts to ten per cent of the capital.

The remaining profit is allocated by the decision of the single shareholder or pursuant to a resolution of a group of shareholders in general meeting.

Art. 26. Dissolution, liquidation. In the case of the dissolution of the Company, for any reason and at any time, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not. The liquidator(s) will be appointed by the single shareholder or by a group of shareholders in general meeting, who will set the powers and compensation of the liquidator(s).

Art. 27. Matters not provided. All matters not provided for by the present articles are determined in accordance with applicable laws.

Subscription and payment

The Articles of Incorporation of the Company have been drawn up by the appearing party. This party has subscribed for the number of shares shown below and has paid in cash the amount illustrated:

Shareholder	Subscribed capital	Number of shares	Amount paid in
ARLINGTON PROPERTY INVESTMENT MANAGEMENT LIMITED	EUR 125,000	125	EUR 125,000
Total	EUR 125,000	125	EUR 125,000

Proof of such payment has been given to the undersigned notary who states that the conditions provided for in article 183 of the 1915 Law have been observed.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind, borne by the Company as a result of its formation, are estimated at approximately four thousand euro (EUR 4,000.-).

Transitory Provisions

The first financial year will begin on the date of incorporation of the Company and will end on 31 December 2007.

Extraordinary General Meeting

The appearing party in its capacity as sole Shareholder of the Company has passed the following resolutions:

1 Resolved to set the minimum number of directors at four (4) and further resolved to elect the following in their respective capacity as a director of the Company for an unlimited period of time:

- Mr Robert Wilkinson, Managing Director, born on 27 June 1972 in London (United Kingdom) and residing professionally at Arlington House, Arlington Business Park, Theale, RG7 4SA (United Kingdom);

- Mr Jonathan Austen, Chief Operating Officer of Investment Services, born on 3 June 1956 in Nottingham (United Kingdom) and residing professionally at Charles House, 5-11, Lower Regent Street, London, SW1Y 4LR (United Kingdom);

- Mr Godfrey Abel, Director, born on 2 July 1960 in Brixworth (United Kingdom) and residing professionally at 46A, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg); and,

- Mr Enzo Guastaferrri, Manager, born on 7 November 1968 in Messancy (Belgium) and residing professionally at 46A, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

2 The registered office shall be 46A, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

3 KPMG, Société Anonyme, a company having its registered office at 31, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), is appointed as independent auditor of the Company. The term of office of the independent auditor shall end at the date of the Annual General Meeting to be held in 2008.

The present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who is knowledgeable of the English language, states that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English and followed by a French version. At the request of the same person and in case of divergences between the English text and the French text, the English text will prevail.

The document having been read to the person appearing, who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, has been signed by the person appearing as an original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille six, le cinq juillet.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

ARLINGTON PROPERTY INVESTMENT MANAGEMENT Limited, une société à responsabilité limitée («private limited company»), créée sous droit anglais, ayant son siège social à Arlington House, Arlington Business Park, Theale, RG7 4SA, Royaume-Uni,

représentée par Monsieur Jan Vanhoutte, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 3 juillet 2006,

qui, après avoir été signée ne varietur par la comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

La comparante, agissant en sa qualité susmentionnée, a requis le notaire soussigné d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée comme suit:

Art. 1^{er}. Forme. Il est formé par la comparante une société à responsabilité limitée (la «Société») régie par la législation luxembourgeoise et notamment par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi de 1915»), par l'article 1832 du Code Civil, tel que modifié, ainsi que par les présents statuts (les «Statuts»).

La Société comportera initialement un associé unique qui sera par conséquent propriétaire de l'intégralité du capital social de la Société. La Société peut cependant, à tout moment, comporter plusieurs associés suite à la cession de parts sociales ou l'émission de nouvelles parts sociales.

Art. 2. Dénomination. La Société prend la dénomination sociale de ARLINGTON FUND OF FUNDS MANAGEMENT COMPANY, S.à r.l.

Art. 3. Objet. L'objet unique de la Société est la constitution, l'administration et la gestion de ARLINGTON FUND OF FUNDS, un Fonds Commun de Placement soumis aux lois du Grand-Duché de Luxembourg (le «Fonds»).

La Société se chargera de toutes les parts sociales en rapport avec la gestion, l'administration et la promotion du Fonds. Elle pourra, pour compte du Fonds, conclure des contrats, acheter, vendre, échanger et délivrer toutes valeurs mobilières, propriétés et, plus généralement, tout avoirs constituant des investissements autorisés du Fonds, procéder à toutes inscriptions et tout transferts en son nom ou au nom de tiers dans le registre des parts sociales ou obligations de toutes sociétés luxembourgeoises ou étrangères, et exercer pour compte du Fonds et des détenteurs de parts du Fonds, tous droits et privilèges, en particulier tous droits de vote attachés aux titres constituant les avoirs du Fonds. Cette énumération doit être considérée comme exemplative et non limitative.

La Société pourra fournir un soutien financier aux sociétés dans lesquelles la Société détient directement ou indirectement une participation, en particulier en octroyant des prêts, facilités, sûretés ou garanties de quelque nature et durée que ce soit et leur fournir tout conseil et assistance de quelque nature que ce soit. La Société pourra également gérer ses propres actifs à titre accessoire et entreprendre toute autre activité qui est jugée utile à l'accomplissement de son objet social, en restant toutefois dans les limites imposées par les documents constitutifs du Fonds et les lois et règlements luxembourgeois applicables.

La Société sera soumise au Chapitre 14 de la loi du 20 décembre 2002 relative aux organismes de placement collectif.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

La Société peut être dissoute à tout moment par décision de l'associé unique détenant la totalité du capital libéré. S'il y a plusieurs associés, la Société peut être dissoute à tout moment par résolution adoptée par l'assemblée générale des associés.

Art. 5. Siège social. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre lieu de la Ville de Luxembourg en vertu d'une décision du conseil de gérance, ci-après dénommé le conseil d'administration.

La Société pourra établir des filiales et des succursales au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

Art. 6. Capital social. Le capital social est fixé à cent vingt-cinq mille euros (EUR 125.000,-), représenté par cent vingt-cinq (125) parts sociales entièrement libérées d'une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000,-) chacune.

Art. 7. Modification du capital social. Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou réduit moyennant décision de l'associé unique ou moyennant résolution adoptée par l'assemblée générale des associés, selon le cas.

Art. 8. Droits et obligations attachés aux parts sociales. Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et une voix aux assemblées générales des associés.

Si la Société comporte un associé unique, celui-ci exerce tous les pouvoirs qui sont dévolus à tous les associés par la Loi de 1915 et les Statuts.

La propriété d'une part sociale emporte adhésion implicite aux Statuts de la Société et aux décisions de l'associé unique, détenant la totalité du capital libéré, ou de l'assemblée générale des associés.

Les créanciers ou ayants-droit de l'associé unique ou de l'un des associés ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents de la Société, ni faire procéder à aucun inventaire judiciaire des actifs sociaux; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, selon le cas.

Art. 9. Indivisibilité des parts sociales. Chaque part sociale est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis des parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun choisi parmi eux ou en dehors d'eux.

Art. 10. Cession des parts sociales. Lorsque la Société comporte un associé unique, cet associé unique pourra librement céder ses parts sociales.

Lorsque la Société comporte plusieurs associés, les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Lorsque la Société comporte plusieurs associés, les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément de l'assemblée générale des associés représentant 75% du capital social de la Société.

Art. 11. Formalités. La cession des parts sociales doit être formalisée par acte notarié ou par acte sous seing privé.

De telles cessions ne sont opposables à la Société et aux tiers qu'après qu'elles aient été signifiées à la Société ou acceptées par elle conformément à l'article 1690 du code civil.

Art. 12. Rachat des parts sociales. La Société peut racheter ses propres parts sociales conformément aux dispositions légales de la Loi de 1915.

Art. 13. Incapacité, faillite ou déconfiture d'un associé. L'incapacité, la faillite ou la déconfiture ou tout autre événement similaire affectant un associé n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 14. Conseil d'administration. La Société est gérée et administrée par un conseil d'administration comprenant au moins trois (3) administrateurs, associés ou non.

Chaque administrateur est nommé avec ou sans limitation de durée par l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés.

L'associé unique détenant la totalité du capital libéré ou l'assemblée générale des associés en vertu d'une résolution favorable représentant 75% du capital social de la Société, pourra décider la révocation d'un administrateur à tout moment. Chaque administrateur peut démissionner de ses fonctions à tout moment.

L'associé unique, détenant la totalité du capital libéré, ou l'assemblée générale des associés décidera, le cas échéant, de la rémunération de chaque administrateur.

Le conseil d'administration pourra nommer, parmi ses membres, un président. Le conseil d'administration pourra choisir un secrétaire, qui sera administrateur ou non et qui sera responsable de la conservation des minutes des réunions du conseil d'administration.

Le conseil d'administration pourra nommer des fondés de pouvoirs de la Société jugés nécessaires pour la conduite des affaires et la gestion de la Société. Pareilles nominations pourront être révoquées à tout moment par le conseil d'administration. Les fondés de pouvoirs ne doivent pas être administrateur ou associé de la Société. Les fondés de pouvoirs auront les pouvoirs et obligations qui leur seront conférés par le conseil d'administration.

Art. 15. Réunions du conseil d'administration. Le conseil d'administration se réunira au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins 24 heures avant l'heure prévue pour celle-ci, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être renoncé à cet avis si chaque administrateur y consent par écrit, par câble, télégramme, télex ou message télécopié.

Tout administrateur pourra se faire représenter lors d'une réunion du conseil d'administration en désignant par écrit, câble, télégramme, télex ou message télécopié un autre administrateur comme son mandataire. Les administrateurs peuvent également voter par écrit ou par câble, télégramme, télex ou message télécopié. Les réunions du conseil d'administration peuvent être tenues au moyen de conférences téléphoniques ou visioconférences ou tous autres moyens de communication, auxquels cas les administrateurs participant par le biais de tels moyens de communication seront réputés être présents à Luxembourg.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer et agir valablement que si au moins la majorité des administrateurs sont présents ou représentés à une réunion du conseil. Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à la réunion.

Les décisions du conseil d'administration peuvent également être prises par des résolutions circulaires identiques en leurs termes, signées sur un ou plusieurs documents par tous les administrateurs. Le Président du conseil d'administration aura un vote décisif.

Art. 16. Pouvoirs de représentation. Vis-à-vis des tiers, deux des administrateurs auront conjointement les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances ainsi que pour accomplir et autoriser tous les actes et opérations relatifs à l'objet social de la Société. La Société est engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de deux administrateurs.

Art. 17. Comités du conseil d'administration. Le conseil d'administration peut, par un vote à la majorité de tout le conseil, constituer un ou plusieurs comités afin de traiter sous son contrôle et sa responsabilité de sujets particuliers, chaque comité comprenant un ou plusieurs membres administrateurs ou non de la Société.

Art. 18. Décès, incapacité, faillite ou déconfiture d'un administrateur. Le décès, l'incapacité, la faillite ou la déconfiture d'un administrateur ou tout événement similaire affectant un administrateur, de même que sa démission ou révocation pour quelque motif que ce soit, n'entraînent pas la dissolution de la Société.

Les créanciers, héritiers et ayants-droit d'un administrateur ne peuvent en aucun cas faire apposer les scellés sur les biens et documents de la Société.

Art. 19. Responsabilité d'un administrateur. Un administrateur ne contracte, du fait de ses fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui pour le compte de la Société. Il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

La Société dédommagera, dans toute la mesure du possible en vertu des dispositions légales en vigueur, toute personne qui a été ou est partie, ou est menacée d'être partie à, ou est impliquée de quelque manière que ce soit dans toute action, procès ou procédure (en matière civile, pénale, administrative ou à l'occasion d'une procédure d'instruction) du fait que cette personne (1) a été ou est administrateur ou fondé de pouvoir de la Société ou d'une filiale ou (2) a rendu service à la demande de la Société ou d'une filiale en tant qu'administrateur, fondé de pouvoir, associé, membre, employé ou agent d'une autre société, partenariat, joint venture, trust, comité ou toute autre entreprise.

Dans la mesure où le conseil d'administration l'estime recommandé, la Société peut indemniser, dans toute la mesure du possible en vertu des dispositions légales en vigueur, toute personne qui a été partie, ou est partie, ou est menacée d'être partie à, ou est impliquée de quelque manière que ce soit dans toute action, procès ou procédure menaçant d'être entamé, en cours d'instance ou terminé (de nature civile, pénale, administrative ou à l'occasion d'une procédure d'instruction) du fait que cette personne a été ou est un employé ou un agent (autre qu'administrateur ou fondé de pouvoir) de la Société ou d'une filiale.

La Société aura le pouvoir de souscrire et de maintenir une police d'assurance pour le compte de cette personne qui est ou a été administrateur, ou fondé de pouvoir, employé ou agent de la Société ou d'une filiale, ou qui a rendu ou rend des services à la demande de la Société ou d'une filiale comme administrateur, fondé de pouvoir, associé, membre, employé ou agent d'une autre société, partenariat, joint venture, trust, comité ou toute autre entreprise, du fait de toute dépense, responsabilité ou perte imposée à cette personne et encourue par elle en cette qualité ou en raison de son statut, que la Société ou une filiale ait ou non le pouvoir de l'indemniser du fait d'une telle dépense, responsabilité ou perte en vertu des dispositions légales applicables.

Aucune abrogation ou modification d'une disposition en contradiction avec cet article 19 n'entravera les droits ou la protection accordés à toute personne en vertu du présent article tels qu'ils sont ou étaient en vigueur au moment ou antérieurement à de tels abrogation ou modification.

Le droit à l'indemnisation conféré en vertu de cet article 19 comporte également, dans la mesure où cela est permis par les dispositions légales en vigueur, le droit d'être remboursé des dépenses (comprenant les honoraires d'avocat) encourues du fait de telles procédures avant même leur issue définitive. Le paiement de tout montant au profit d'un administrateur, fondé de pouvoir, associé, membre, employé ou agent en vertu de cet article 19 subrogera la Société dans les droits que peuvent avoir de tels administrateurs, fondé de pouvoir, membres, employés ou agents contre toute autre personne ou entité. Les droits conférés en vertu de cet article 19 seront des droits contractuels.

Art. 20. Assemblées générales des associés. Lorsque la Société ne comporte qu'un associé unique, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus par la Loi de 1915 à l'assemblée générale des associés.

Dans ce cas, les articles 194 à 196, ainsi que 199 de la Loi de 1915 ne sont pas applicables.

Lorsque la Société comporte plusieurs associés, les décisions collectives sont prises en assemblée générale ou par vote écrit sur le texte des résolutions à adopter, lequel sera envoyé par le conseil d'administration aux associés par lettre recommandée.

Dans ce cas, les associés ont l'obligation d'émettre leur vote par écrit et de l'envoyer à la Société, dans un délai de quinze jours suivant la réception du texte de la résolution proposée.

Lorsque la Société comporte plusieurs associés, les décisions des associés ne sont valablement prises qu'avec l'accord des associés représentant plus de la moitié du capital social sauf dispositions contraires contenues dans ces statuts. Cependant, des décisions portant modification des présents statuts et notamment celle de liquider la Société ne peuvent être valablement prises qu'avec l'accord de la majorité des associés représentant trois-quarts du capital social de la Société.

Art. 21. Décisions. Les décisions de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés seront établies par écrit et consignées dans un registre tenu au siège social de la Société. Les pièces constatant les votes des associés ainsi que les procurations seront annexées aux procès-verbaux.

Art. 22. Année sociale. L'année sociale commence le premier jour du mois de janvier et se termine le dernier jour du mois de décembre de la même année.

Art. 23. Réviseur d'Entreprises. L'associé unique ou l'assemblée générale des associés nommera un réviseur d'entreprises agréé qui accomplira les obligations prescrites par les lois applicables.

Art. 24. Bilan. Chaque année, le 31 décembre, les comptes sont arrêtés et le conseil d'administration dresse un inventaire des avoirs et des dettes et établit les comptes annuels conformément à la Loi de 1915.

Les comptes annuels sont soumis à l'agrément de l'associé unique ou, suivant le cas, de l'assemblée générale des associés.

Tout associé, ainsi que son mandataire, peut consulter les documents financiers au siège social de la Société, au cours d'une période de quinze jours précédant la date de l'assemblée générale des associés.

Art. 25. Répartition des bénéfices. L'excédent du compte de résultats, déduction faite des frais généraux, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de l'exercice.

Sur ce bénéfice net il est prélevé cinq pour cent pour la constitution de la réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve a atteint le dixième du capital social.

Le surplus recevra l'affectation que lui donnera l'associé ou, selon le cas, l'assemblée générale des associés.

Art. 26. Dissolution, liquidation. Lors de la dissolution de la Société, pour quelque cause et à quelque moment que ce soit, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés, selon le cas, par l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 27. Disposition générale. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, l'associé unique ou les associés, selon le cas, se référeront aux dispositions légales en vigueur.

Souscription et paiement

La partie comparante ayant ainsi arrêté les Statuts de la Société, a souscrit au nombre de parts sociales et a libéré en espèces le montant ci-après énoncés:

Associé	Capital souscrit	Nombre de parts sociales	Montant libéré
ARLINGTON PROPERTY INVESTMENT MANAGEMENT LIMITED	EUR 125.000	125	EUR 125.000
Total	EUR 125.000	125	EUR 125.000

La preuve de ce paiement a été rapportée au notaire instrumentant qui constate que les conditions prévues à l'article 183 de la Loi de 1915 ont été respectées.

Frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison de sa constitution sont estimés à environ quatre mille euros (EUR 4.000,-).

Dispositions transitoires

La première année sociale commencera à la date de constitution et se terminera le 31 décembre 2007.

Assemblée générale extraordinaire

L'associé unique, agissant en lieu et place de l'assemblée générale de la Société, a pris immédiatement les résolutions suivantes:

1 L'associé unique décide de fixer à quatre (4) le nombre d'Administrateurs et de nommer les personnes suivantes en leur qualité respective d'administrateur de la Société pour une durée indéterminée:

- Monsieur Robert Wilkinson, Managing Director, né le 27 juin 1972 à Londres (Royaume-Uni) et résidant professionnellement à Arlington House, Arlington Business Park, Theale, RG7 4SA (Royaume-Uni);

- Monsieur Jonathan Austen, Chief Operating Officer of Investment Services, né le 3 juin 1956 à Nottingham (United Kingdom) et résidant professionnellement à Charles House, 5-11, Lower Regent Street, London, SW1Y 4LR (Royaume-Uni);

- Monsieur Godfrey Abel, Director, né le 2 juillet 1960 à Brixworth (Royaume-Uni) et résidant professionnellement au 46A, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg); et

- Monsieur Enzo Guastaferrri, Manager, né le 7 novembre 1968 à Messancy (Belgique) et résidant professionnellement au 46A, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

2 Le siège social est fixé au 46A, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

3 KPMG, Société Anonyme, une société ayant son siège social établi au 31, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) nommée en tant que réviseur d'entreprises agréé de la Société. Le mandat de l'auditeur indépendant expirera à l'occasion de l'assemblée générale des associés qui se tiendra en 2008.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, même date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande de la comparante ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande de la même comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée à la personne comparante, connue du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: J. Vanhoutte, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 6 juillet 2006, vol. 154S, fol. 41, case 6. – Reçu 1.250 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 juillet 2006.

G. Lecuit.

(077132.3/220/459) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2006.

CADIJN, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-8210 Mamer, 106, route d'Arlon.

R. C. Luxembourg B 117.048.

—
STATUTES

In the year two thousand and six, on May 30.

Before Us, Maître Jacques Delvaux, notary residing in Luxembourg.

There appeared the following:

Mrs Camilla Beekhuis, living at Woodstock coach house, Stane Street, Slinfold, RH13 ORE, United Kingdom duly represented by Mrs C.A.M. Peuteman, employee, living professionally at 106, route d'Arlon, L-8210 Mamer, by virtue of a proxy given under private on May 17, 2006.

The appearing party declared to form by the present deed a limited liability company (société à responsabilité limitée) of Luxembourg law governed by the relevant law and the present articles of association and assign the assets referred to in article 5 to the execution of the activity as described in more details in article 3 of the articles of association of the hereafter described company.

Art. 1. The company has as denomination CADIJN, S.à r.l.

Art. 2. The registered office is set at Mamer.

Art. 3. The purpose for which the company is formed are all transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any enterprises in whatever form, the administration, the management, the control and the development of these participating interests.

It may more specifically use its funds for the setting-up, the management, the development and the disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, participate in the creation, the development and the control of any enterprise for the acquisition by way of investment, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatever of securities and patents, to realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, have developed these securities and patents, grant to the companies, in which it has a participating interests, any support, loans, advances or guarantees.

The company may take any action to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with its purposes and which are able to promote their development or extension.

Art. 4. The Company is formed for an unlimited duration.

Art. 5. The corporate capital is set at EUR 20,000 (twenty thousand Euro) divided into 800 (eight hundred) parts with a nominal value of EUR 25 (twenty-five Euro), each fully paid-up.

Art. 6. The shares are freely transferable among the existing shareholders. To non-shareholders they can only be transferred in the limits foreseen by law.

Art. 7. In case the company was to have only one single shareholder, the decisions are taken by this single shareholder and will be put in writing and will be recorded under the form of minutes.

Art. 8. The company is managed by one or more Manager(s) (gérants), shareholders or not, designated by the meeting of shareholders deciding at the simple majority of the shares as stipulated in article 12 for the meetings of shareholders not modifying the articles of association.

The sole Manager may accomplish all acts of administration and disposition necessary or useful for the accomplishment of the corporate object except for those reserved by law to the decision of the shareholders.

In case several Managers are appointed, their joint signature of two Managers is necessary in order to validly bind the company, unless special delegation.

The mandate of the Manager(s) may be granted for a limited or unlimited period.

Art. 9. The company is not dissolved by the death, bankruptcy or insolvency of the sole shareholder or one of the shareholders. In case of death of a shareholder, the company will continue to run among the heirs of the sole shareholder who passed away or among the surviving shareholders and the inheritance of the shareholder who passed away, all this in the limits of article 189 of the company law.

The company nevertheless knows only one shareholder per share and the heirs will have to designate one person among themselves in order to represent them vis-à-vis of the company.

The heirs and creditors may not, under whatever argument whatsoever, ask to have seals put on the assets and documents of the company nor to get involved in whatever form in the activity of the administration of the company. With reference to the exercise of their rights they have to refer to the corporate inventories and decisions of the shareholders.

Art. 10. The corporate years start on the first of January and finish on December 31, of each year.

Art. 11. The company will be dissolved pursuant to the legal prescriptions.

Art. 12. The decisions not amending the articles of association are not taken validly unless they are approved by shareholders representing more than half of the shares. If because of absence or abstention of shareholders, this figure cannot be obtained in a first meeting or written consultation the shareholders are called or consulted a second time by registered mail and the decisions are taken at the majority of the votes cast under the condition that they concern only matters examined in the first meeting or consultation.

The shareholders cannot, except by unanimous vote, change the nationality of the company. All other amendments of the articles of association are decided at a majority of the shareholders representing the three-quarters of the corporate capital. In no case can the majority oblige a shareholder to increase his shareholding.

In case the company has only one shareholder, the authority of the meeting of shareholders is attributed to the sole shareholder and the decision of this sole shareholder are taken in the form as foreseen in article 7.

Art. 13. With reference to all other points not specifically regulated by the present articles of association, the shareholders are subject to the existing legal regulations.

Transitory disposition

The first company year starts this day of formation of the company and will end on December 31, 2006.

Subscription - Payment

Mrs Camilla Beekhuis, prenamed:

Subscribed capital: EUR 20,000 (twenty thousand Euro)

Number of parts: 800 (eight hundred)

Paid-up capital: EUR 20,000 (twenty thousand Euro)

Total:

Capital social: EUR 20,000 (twenty thousand Euro)

Number of parts: 800 (eight hundred)

Paid-up capital: EUR 20,000 (twenty thousand Euro)

Proof of all such payments has been given to the undersigned notary who states that the conditions provided for in the article 26 of the law of 10th August, 1915, as amended, have been observed.

Evaluation / Costs

The total amount of costs, expenses, remuneration's charges under whatever form charged to the company or to be paid by the company that are in connection with its formation amount to approximately to EUR 1,600 (one thousand and six hundred).

Extraordinary meeting of shareholders

Thereafter the appearing shareholders sitting in general meeting of shareholders, considering themselves as duly called, have taken the following resolutions.

1. The company is managed by 3 (three) Managers.

2. Are nominated Managers of the company for an unlimited period with the authority as detailed in article 8 of the articles of association:

- F. VAN LANSCHOT MANAGEMENT S.A., a company having its address at 106, route d'Arlon, L-8210 Mamer, and registered at the Luxembourg Trade Register under the number B 38.991.

- F. VAN LANSCHOT CORPORATE SERVICES S.A., a company having its address at 106, route d'Arlon, L-8210 Mamer, and registered at the Luxembourg Trade Register under the number B 38.990.

- Mrs Camilla Beekhuis born on October 9, 1969 at Hoogstraten, Belgium and living at Woodstock coach house, Stane Street, Slinfold, RH13 ORE, United Kingdom.

3. The company's registered office is in Mamer, 106, route d'Arlon.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by the French version. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and French texts, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Mamer, on the day named in the beginning of this document.

The document having been read in the language of the persons appearing, all of whom are known to the notary by their surnames, Christian names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with the notary the present deed.

Follows the French translation:

L'an deux mille six, le 30 mai.

Par-devant Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Mme Camilla Beekhuis, demeurant à Woodstock coach house, Stane Street, Slinfold, RH13 ORE, United Kingdom représentée par Mme C.A.M. Peuteman, employée demeurant professionnellement au 106, route d'Arlon, L-8210 Mamer, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en date du 17 mai 2006.

Lequel comparant a déclaré constituer par les présentes une société à responsabilité limitée, régie par la loi afférente et par les présents statuts et affecter les biens dont question à l'article 5 des statuts ci-après, à l'exercice de l'activité plus amplement décrite à l'article 3 des statuts de la société décrite ci-après.

Art. 1^{er}. La société prend la dénomination CADIJN, S.à r.l.

Art. 2. Le siège social est fixé à Mamer.

Art. 3. La société a pour objet la prise d'intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

Elle peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder aux sociétés dans lesquelles elle participe ou auxquelles elle s'intéresse directement ou indirectement tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra faire en outre toutes opérations commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet.

Art. 4. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 5. Le capital social est fixé à la somme de EUR 20.000 (vingt mille euros), divisé en 800 (huit cents) parts sociales, d'une valeur nominale de EUR 25 (vingt-cinq euros), chacune entièrement libérée.

Art. 6. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Vis-à-vis des tiers, elles sont cessibles dans les limites prévues par la loi.

Art. 7. Au cas où la société ne devait avoir qu'un seul associé, les décisions sont prises par l'associé unique et sont retenues par écrit ou inscrites sur un procès-verbal.

Art. 8. La société est administrée et gérée par un ou plusieurs gérant(s), associé(s) ou non, nommé(s) par l'assemblée des associés, statuant à la majorité simple des parts sociales comme stipulé à l'article 12 pour les assemblées non modificatives des statuts.

Le gérant unique peut accomplir tous les actes d'administration et de disposition nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social sauf ceux que la loi réserve à la décision des associés.

En cas de nomination de plusieurs gérants, la signature conjointe de deux gérants est exigée pour engager valablement la société, sauf délégation spéciale.

Le mandat du ou des gérants peut être conféré pour une durée limitée ou illimitée.

Art. 9. La société n'est pas dissoute par le décès, la faillite ou la déconfiture de l'associé unique ou de l'un des associés. En cas de décès d'un associé, la société continue entre les héritiers de l'associé unique décédé ou entre les associés survivants et les héritiers de l'associé décédé tout ceci dans les limites de l'article 189 de la loi sur les sociétés. La société ne reconnaît cependant qu'un seul propriétaire par part sociale et les héritiers devront désigner l'un d'eux pour les représenter au regard de la société.

Les héritiers et créanciers ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des associés.

Art. 10. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 11. La société sera dissoute conformément aux dispositions légales.

Art. 12. Les décisions non modificatives des statuts ne sont valablement prises que si elles sont adoptées par des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si, par suite d'absence ou d'abstention d'associés, ce chiffre n'est pas atteint à la première réunion ou consultation par écrit, les associés sont convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté mais à la condition expresse de ne porter que sur les questions ayant fait l'objet de la première consultation.

Les associés ne peuvent, si ce n'est à l'unanimité, changer la nationalité de la société. Toutes autres modifications statutaires sont décidées à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social. Toutefois, dans aucun cas, la majorité ne peut obliger un des associés à augmenter sa part sociale.

Lorsque la société n'a qu'un seul associé les pouvoirs attribués à l'assemblée générale des associés sont attribués à l'associé unique et les décisions de l'associé unique sont prises dans les formes prévues à l'article 7.

Art. 13. Pour tous les points qui ne sont pas réglementés par les statuts, les associés se soumettent à la législation en vigueur.

Disposition transitoire

Le premier exercice commence le jour des présentes et finira le 31 décembre 2006.

Souscription - Libération

Mme Camilla Beekhuis, préqualifiée:

Capital souscrit: EUR 20.000 (vingt mille euros)

Nombre de parts: 800 (huit cents)

Libération: EUR 20.000 (vingt mille euros)

Total:

Capital souscrit: EUR 20.000 (vingt mille euros)

Nombre de parts: 800 (huit cents)

Libération: EUR 20.000 (vingt mille euros)

La preuve de tous ces paiements a été rapportée au notaire instrumentant qui constate que les conditions prévues à l'article 26 de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée.

Evaluation / Frais

Le montant des frais, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont assumés par elle à raison de sa constitution s'élève approximativement à la somme de EUR 1.600 (mille six cents euros).

Assemblée générale extraordinaire

Ensuite les comparants se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et, ont pris les résolutions suivantes:

1. La société est gérée par 3 (trois) gérants.

2. Sont nommés gérants de la société pour une durée indéterminée avec les pouvoirs énumérés à l'article 8 des présents statuts:

- F. VAN LANSCHOT MANAGEMENT S.A., société ayant son siège social au 106, route d'Arlon, L-8210 Mamer, et enregistrée auprès du Registre de Commerce des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B 38.991.

- F. VAN LANSCHOT CORPORATE SERVICES S.A., société ayant son siège social au 106, route d'Arlon, L-8210 Mamer, et enregistrée auprès du Registre de Commerce des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B 38.990.

- Mme Camilla Beekhuis, née le 9 octobre 1969 à Hoogstraten, Belgique et demeurant au Woodstock coach house, Stane Street, Slinfold, RH13 ORE, United Kingdom.

3. La société a son siège social à Mamer, 106, route d'Arlon.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que sur la demande des comparants, le présent acte de société est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française. Il est spécifié qu'en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Mamer, à la date en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, tous ont signé avec Nous, notaire le présent acte.

Signé: C.A.M. Peuteman, J. Delvaux.

Enregistré à Luxembourg, le 8 juin 2006, vol. 153S, fol. 83, case 7. – Reçu 200 euros.

Le Receveur (signé): Muller.

Pour copie conforme, délivrée, sur papier libre, à la demande de la société prénommée, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 juin 2006.

J. Delvaux.

(057318.3/208/207) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2006.

dit-FinanzPlan 2030, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement des dit-FinanzPlan 2030, einregistriert in Luxemburg am 25. Juli 2006, Referenz LSO-BS09138, wurde am 25. Juli 2006 beim Handelsregister in Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, 25. Juli 2006.

ALLIANZ GLOBAL INVESTORS LUXEMBOURG S.A.

Unterschrift

(075679.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

dit-FinanzPlan 2025, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement des dit-FinanzPlan 2025, einregistriert in Luxemburg am 25. Juli 2006, Referenz LSO-BS09140, wurde am 25. Juli 2006 beim Handelsregister in Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, 25. Juli 2006.

ALLIANZ GLOBAL INVESTORS LUXEMBOURG S.A.

Unterschrift

(075682.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

dit-FinanzPlan 2020, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement des dit-FinanzPlan 2020, einregistriert in Luxemburg am 25. Juli 2006, Referenz LSO-BS09142, wurde am 25. Juli 2006 beim Handelsregister in Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, 25. Juli 2006.

ALLIANZ GLOBAL INVESTORS LUXEMBOURG S.A.

Unterschrift

(075684.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

DRESDNER PORTFOLIO MANAGEMENT, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2097 Luxembourg, 26, rue du Marché-aux-Herbes.

R. C. Luxembourg B 41.022.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 19 juillet 2006, réf. LSO-BS07111, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 juin 2006.

ALLIANZ GLOBAL INVESTORS LUXEMBOURG S.A.

Signatures

(075765.3/850/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

TRADECOM INTERNATIONAL HOLDING S.A., Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: L-1840 Luxembourg, 39, boulevard Joseph II.

H. R. Luxembourg B 87.239.

Auszug aus dem Protokoll der ausserordentlichen Generalversammlung vom 12. Mai 2006

Herr Wolfgang Hahn wird mit sofortiger Wirkung durch Herrn Reinhard Wallmann, geb. am 18. Dezember 1951, wohnhaft in A-4600 Wels, Lilienstrasse 3 ersetzt.

Herr Franz Kiesenhofer wird mit sofortiger Wirkung durch Herrn Thomas Schurz, geb. am 11. Dezember 1963, wohnhaft in A-5020 Salzburg, Georg-Muffat-Str. 2 ersetzt.

Die Dauer der Mandate beträgt 6 Jahre.

Luxembourg, den 7. Juni 2006.

Für TRADECOM INTERNATIONAL S.A.

Unterschriften

Enregistré à Luxembourg, le 8 juin 2006, réf. LSO-BR01729. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(056002.03/304/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2006.

DRESDNER EURO MONEY MANAGEMENT, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2097 Luxembourg, 26, rue du Marché-aux-Herbes.
R. C. Luxembourg B 48.370.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 24 juillet 2006, réf. LSO-BS08907, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 avril 2006.

ALLIANZ GLOBAL INVESTORS LUXEMBOURG S.A.

Signatures

(075244.3/850/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

ALLIANZ PIMCO LATIN BOND FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.
R. C. Luxembourg B 41.521.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 24 juillet 2006, réf. LSO-BS08912, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 avril 2006.

ALLIANZ GLOBAL INVESTORS LUXEMBOURG S.A.

Signatures

(075247.3/850/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

dit-FinanzPlan 2015, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement des dit-FinanzPlan 2015, einregistriert in Luxemburg am 25. Juli 2006, Referenz LSO-BS09130, wurde am 25. Juli 2006 beim Handelsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, 25. Juli 2006.

ALLIANZ GLOBAL INVESTORS LUXEMBOURG S.A.

Unterschrift

(075644.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

dit-FinanzPlan 2050, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement des dit-FinanzPlan 2050, einregistriert in Luxemburg am 25. Juli 2006, Referenz LSO-BS09131, wurde am 25. Juli 2006 beim Handelsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, 25. Juli 2006.

ALLIANZ GLOBAL INVESTORS LUXEMBOURG S.A.

Unterschrift

(075653.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

CRUCHTERHOMBUSCH S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 11, rue Notre-Dame.
R. C. Luxembourg B 46.739.

Constituée par-devant M^e André Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 7 février 1994, acte publié au Mémorial C n° 209 du 30 mai 1994.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 13 juin 2006, réf. LSO-BR03170, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 juin 2006.

Pour CRUCHTERHOMBUSCH S.A.

INTERFIDUCIAIRE S.A.

Signature

(055697.03/1261/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2006.

ENCORE PLUS PROPERTIES II, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,-.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34, avenue de la Liberté.

R. C. Luxembourg B 111.140.

Par contrat de cession de parts du 15 juin 2006, la société à responsabilité limitée («private limited liability company») PAN EUROPEAN WAREHOUSING G.P. Limited, une société régie par le droit anglais, ayant son siège social au N° 1 Poultry, London EC2R 8EJ, étant inscrite au registre du commerce et des sociétés («Companies House») sous le numéro 5462870, et agissant pour le compte de la société en commandite simple («limited partnership») PAN EUROPEAN WAREHOUSING L.P., a cédé cent vingt-cinq (125) parts sociales de la société ENCORE PLUS PROPERTIES II, S.à r.l. à la société AVIVA FUND SERVICES, une Société Anonyme régie par les lois du Grand-Duché du Luxembourg, ayant son siège social au 34, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, agissant pour le compte du fonds commun de placement ENCORE +.

Depuis lors, toutes les cent vingt-cinq (125) parts sociales de la société ENCORE PLUS PROPERTIES II, S.à r.l. sont détenues par la société AVIVA FUND SERVICES, agissant pour le compte de ENCORE +

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 3 août 2006, réf. LSO-BT01655. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

(080649.3/267/22) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2006.

dit-FinanzPlan 2045, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement des dit-FinanzPlan 2045, einregistriert in Luxemburg am 25. Juli 2006, Referenz LSO-BS09132, wurde am 25. Juli 2006 beim Handelsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, 25. Juli 2006.

ALLIANZ GLOBAL INVESTORS LUXEMBOURG S.A.

Unterschrift

(075659.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

dit-FinanzPlan 2040, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement des dit-FinanzPlan 2040, einregistriert in Luxemburg am 25. Juli 2006, Referenz LSO-BS09134, wurde am 25. Juli 2006 beim Handelsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, 25. Juli 2006.

ALLIANZ GLOBAL INVESTORS LUXEMBOURG S.A.

Unterschrift

(075668.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

BARALA S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 79.528.

DISSOLUTION

Extrait

Suite à une assemblée générale extraordinaire enregistrée à Luxembourg, le 19 mai 2006, vol. 153S, fol. 66, case 6 et reçue par-devant Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg en date du 12 mai 2006, acte n° 265, il a été prononcé la clôture de la liquidation de la société BARALA S.A., qui cessera d'exister.

L'assemblée a décidé que les livres et documents de la société resteront déposés pendant 5 années au 19-21, boulevard du Prince Henri à L-1724 Luxembourg.

Délivré à la demande de la société prénommée, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 mai 2006.

J. Delvaux.

(055656.03/208/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2006.

dit-FinanzPlan 2035, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement des dit-FinanzPlan 2035, einregistriert in Luxemburg am 25. Juli 2006, Referenz LSO-BS09135, wurde am 25. Juli 2006 beim Handelsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, 25. Juli 2006.

ALLIANZ GLOBAL INVESTORS LUXEMBOURG S.A.

Unterschrift

(075674.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

ENCORE PLUS PROPERTIES I, S.à r.l, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,-

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34, avenue de la Liberté.

R. C. Luxembourg B 111.159.

Par contrat de cession de parts du 15 juin 2006, la société à responsabilité limitée («private limited liability company») PAN EUROPEAN WAREHOUSING G.P. Limited, une société régie par le droit anglais, ayant son siège social au N° 1 Poultry, London EC2R 8EJ, étant inscrite au registre du commerce et des sociétés («Companies House») sous le numéro 5462870, et agissant pour le compte de la société en commandite simple («limited partnership») PAN EUROPEAN WAREHOUSING L.P., a cédé cent vingt-cinq (125) parts sociales de la société ENCORE PLUS PROPERTIES I, S.à r.l. à la société AVIVA FUND SERVICES, une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché du Luxembourg, ayant son siège social au 34, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, agissant pour le compte du fonds commun de placement ENCORE +.

Depuis lors, toutes les cent vingt-cinq (125) parts sociales de la société ENCORE PLUS PROPERTIES I, S.à r.l. sont détenues par la société AVIVA FUND SERVICES, agissant pour le compte de ENCORE +.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 3 août 2006, réf. LSO-BT01658. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

(080654.3/267/22) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2006.

AXA ALTERNATIVE FINANCING FCP, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion daté du 24 juillet 2006 enregistré à Luxembourg le 2 août 2006 sous la référence LSO-BT00964 a été déposé au Registre de Commerce et de Sociétés de Luxembourg, le 3 août 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 août 2006.

Pour la société de gestion

AXA ALTERNATIVE FINANCING MANAGEMENT, S.à r.l.

Signature

(081060.3//11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2006.

CENTRE DE FORMATION POUR CONDUCTEURS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7737 Colmar-Berg, rue François Krack.

R. C. Luxembourg B 46.622.

Constituée par-devant M^e André Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 9 février 1994, acte publié au Mémorial C n° 85 du 8 mars 1994, modifiée par-devant M^e Gérard Lecuit, notaire de résidence à Hesperange, en date du 12 juin 1995, acte publié au Mémorial C n° 473 du 21 septembre 1995.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 13 juin 2006, réf. LSO-BR03172, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 juin 2006.

Pour CENTRE DE FORMATION POUR CONDUCTEURS S.A.

INTERFIDUCIAIRE S.A.

Signature

(055703.03/1261/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2006.

STRATUS TECHNOLOGIES GROUP S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-2551 Luxembourg, 123, avenue du X Septembre.
R. C. Luxembourg B 68.862.

The shareholders of STRATUS TECHNOLOGIES GROUP S.A., a Luxembourg public limited liability company (société anonyme) with registered office at 123, avenue du X Septembre in L-2551 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 68.862 (the Company) are hereby convened to an

ORDINARY GENERAL MEETING

to be held on *31 August 2006* at 3.00 p.m. with the following agenda (note that the Company will be in liquidation on the date of this meeting, subject to the extraordinary general meeting of the shareholders of 28 August 2006 having resolved to put the Company into liquidation):

Agenda:

1. Presentation of the liquidation accounts and the liquidation report (rapport de liquidation) prepared by the liquidators of the Company.
2. Appointment of the liquidation auditor (commissaire à la liquidation).
3. Determination of the closing date of the liquidation of the Company.

The shareholders are hereby informed that (i) a quorum of 50% of all the outstanding shares of the Company, (ii) a quorum of 60% of the outstanding Series A Preference Shares and (iii) a quorum of 60% of the outstanding Series B Shares shall have to be represented at the meeting and that resolutions shall be passed by a majority of 2/3 of the votes cast at the meeting.

I (03597/5499/22)

By order of the Board of Directors.

XARO S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 70.698.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi *1^{er} septembre 2006* à 11.00 heures au siège social avec pour:

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 mars 2006 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Renouvellement du mandat des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

I (03370/755/18)

Le Conseil d'Administration.

ACHELIA LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 26.057.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi *1^{er} septembre 2006* à 10.00 heures au siège social avec pour:

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2005 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Décision à prendre quant à la poursuite de l'activité de la société,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

I (03581/755/19)

Le Conseil d'Administration.

LAND'S END S.A.H., Société Anonyme Holding (en liquidation).

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 63.909.

Mesdames et Messieurs les actionnaires de la société sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 7 septembre 2006 à 11.30 heures au 23, avenue de la Porte-Neuve à Luxembourg, avec pour:

Ordre du jour:

1. Rapport du Commissaire à la liquidation.
2. Décharge au liquidateur et au commissaire à la liquidation.
3. Clôture de la liquidation.
4. Désignation de l'endroit où les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant une période de cinq ans.

Pour assister ou être représentés à ces assemblées, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant les Assemblées au siège social.

I (03557/755/17)

Le Conseil d'Administration.

FORCEMA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R. C. Luxembourg B 76.504.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 22 août 2006 à 15.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2005;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2005;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2005;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

II (03455/010/17)

Le Conseil d'Administration.

ZANETTI S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 33.528.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 28 août 2006 à 9.30 heures, au siège social, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

L'Assemblée générale ordinaire du 16 juin 2006 n'a pu délibérer valablement sur ce point de l'ordre du jour, le quorum requis par la loi n'étant pas atteint.

L'Assemblée générale extraordinaire du 28 août 2006 délibérera valablement quelle que soit la portion du capital représentée.

II (03465/000/17)

Le Conseil d'Administration.

SOUTH POLE HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 25, avenue de la Liberté.
R. C. Luxembourg B 70.115.

Les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social de la société extraordinairement en date du 22 août 2006 à 14.00 heures avec l'ordre du jour suivant:

74015

Ordre du jour:

1. Présentation et acceptation des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'Administration.
2. Présentation et acceptation du rapport du Commissaire aux Comptes.
3. Présentation et approbation des comptes annuels arrêtés au 30 septembre 2005.
4. Décision conformément à l'article 100 de la loi modifiée sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 sur la dissolution éventuelle de la société.
5. Affectation du résultat.
6. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
7. Elections statutaires.
8. Divers.

II (03487/802/20)

Le Conseil d'Administration.

ASI GLOBAL S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.
R. C. Luxembourg B 52.232.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 21 août 2006 à 10.00 heures au siège social à Luxembourg avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux comptes;
2. approbation des bilan et compte de profits et pertes au 31 mars 2005;
3. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes;
4. ratification de la cooptation de M. Giancarlo Biancardi au Conseil d'administration;
5. divers.

II (03507/000/15)

Le Conseil d'Administration.

SF (LUX) SICAV 1, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.
R. C. Luxembourg B 100.557.

Les actionnaires sont conviés à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE

des actionnaires qui se tiendra 291, route d'Arlon, Luxembourg, le 21 août 2006 à 11.00 heures selon l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du conseil d'administration et du réviseur d'entreprises.
2. Approbation des états financiers au 31 mai 2006.
3. Décision de l'affectation des bénéfices nets.
4. Quitus aux administrateurs et au réviseur d'entreprise de l'exécution de leur mandat au titre de l'exercice clos le 31 mai 2006.
5. Election et rémunération des membres du conseil d'administration.
6. Désignation du réviseur d'entreprises.
7. Divers.

Remarques

Les titulaires d'actions nominatives peuvent voter à l'assemblée:

- en personne, sur présentation d'un justificatif d'identité lors de l'assemblée;
- par procuration, en complétant le formulaire prévu à cet effet et en le renvoyant à SF (LUX) SICAV 1 c/o UBS FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A. ou à l'agent payeur en Belgique au plus tard le 17 août 2006.

Les titulaires d'actions au porteur peuvent voter à l'assemblée:

- en personne, sur présentation lors de l'assemblée d'un certificat de blocage émis par la banque dépositaire, UBS (LUXEMBOURG) S.A., qui leur sera délivré contre blocage de leurs actions, au plus tard le 17 août 2006;
- par procuration, en complétant le formulaire prévu à cet effet, qui leur sera remis contre blocage de leurs actions, comme indiqué ci-dessus. La procuration et le certificat de blocage devront être envoyés à et reçus par SF (LUX) SICAV 1 c/o UBS FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A. ou l'agent payeur en Belgique, UBS BELGIUM S.A., avenue de Ter-rueren 300, B-1150 Bruxelles, au plus tard le 17 août 2006.

- Les certificats d'actions ainsi déposés seront conservés jusqu'au lendemain de l'assemblée ou toute date ultérieure dont il aura été convenu.

II (03528/755/33)

Le conseil d'administration.

74016

SF (LUX) SICAV 2, Investmentgesellschaft mit variablem Kapital.

Gesellschaftssitz: Luxemburg, 291, route d'Arlon.

H. R. Luxemburg B 101.287.

Die Aktionäre werden hiermit zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

eingeladen, die am Montag, 21. August 2006, um 11.30 Uhr am Gesellschaftssitz mit folgender Tagesordnung stattfinden wird:

Tagesordnung:

1. Tätigkeitsbericht des Verwaltungsrates und Bericht des Abschlussprüfers.
2. Genehmigung der Jahresabschlussrechnung per 31. Mai 2006.
3. Beschluss über die Verwendung des Jahresergebnisses.
4. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder und des Abschlussprüfers.
5. Statutarische Ernennungen.
6. Mandat Abschlussprüfer.
7. Diverses.

Jeder Aktionär ist berechtigt, an der ordentlichen Generalversammlung teilzunehmen. Er kann sich auf Grund schriftlicher Vollmacht durch einen Dritten vertreten lassen. Jede Aktie gewährt eine Stimme.

Um an der ordentlichen Generalversammlung teilzunehmen, müssen die Aktionäre ihre Aktien bis zum 17. August 2006, spätestens 16.00 Uhr bei der Depotbank, UBS (LUXEMBOURG) S.A., 36-38, Grand-rue, L-1660 Luxemburg oder einer anderen Zahlstelle hinterlegen; Vollmachten müssen ebenfalls bis zu diesem Zeitpunkt bei der Adresse der Gesellschaft eingehen.

II (03529/755/24)

Der Verwaltungsrat.

UBS (LUX) STRATEGY SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Gesellschaftssitz: Luxembourg, 291, route d'Arlon.

R. C. Luxembourg B 43.925.

Die Aktionäre werden hiermit zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

eingeladen, die am Montag, 21. August 2006, um 11.00 Uhr am Gesellschaftssitz mit folgender Tagesordnung stattfinden wird:

Tagesordnung:

1. Tätigkeitsbericht des Verwaltungsrates und Bericht des Abschlussprüfers.
2. Genehmigung der Jahresabschlussrechnung per 31. Mai 2006.
3. Beschluss über die Verwendung des Jahresergebnisses.
4. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder und des Abschlussprüfers.
5. Statutarische Ernennungen.
6. Mandat Abschlussprüfer
7. Diverses.

Jeder Aktionär ist berechtigt, an der ordentlichen Generalversammlung teilzunehmen. Er kann sich auf Grund schriftlicher Vollmacht durch einen Dritten vertreten lassen. Jede Aktie gewährt eine Stimme.

Um an der ordentlichen Generalversammlung teilzunehmen, müssen die Aktionäre ihre Aktien bis zum 17. August 2006 spätestens 16.00 Uhr bei der Depotbank, UBS (LUXEMBOURG) S.A., 36-38, Grand-rue, L-1660 Luxemburg oder einer anderen Zahlstelle hinterlegen; Vollmachten müssen ebenfalls bis zu diesem Zeitpunkt bei der Adresse der Gesellschaft eingehen.

II (03530/755/24)

Der Verwaltungsrat.